



SALA STAMPA DELLA SANTA SEDE **BOLLETTINO**

HOLY SEE PRESS OFFICE BUREAU DE PRESSE DU SAINT-SIÈGE PRESSEAMT DES HEILIGEN STUHLS
OFICINA DE PRENSA DE LA SANTA SEDE SALA DE IMPRENSA DA SANTA SÉ
BIURO PRASOWE STOLICY APOSTOLSKIEJ دار الصحافة التابعة للكرسي الرسولي

N. 0009

Lunedì 07.01.2013

UDIENZA AL CORPO DIPLOMATICO ACCREDITATO PRESSO LA SANTA SEDE PER LA PRESENTAZIONE DEGLI AUGURI PER IL NUOVO ANNO

Alle ore 11 di questa mattina, nella Sala Regia del Palazzo Apostolico Vaticano, il Santo Padre Benedetto XVI riceve in Udienza i Membri del Corpo Diplomatico accreditato presso la Santa Sede per la presentazione degli auguri per il nuovo anno.

Dopo le parole introduttive del Decano del Corpo Diplomatico, S.E. il Signor Alejandro Emilio Valladares Lanza, Ambasciatore di Honduras presso la Santa Sede e l'indirizzo augurale del Vice-Decano, S.E. il Signor Jean-Claude Michel, Ambasciatore del Principato di Monaco presso la Santa Sede, il Papa pronuncia il discorso che riportiamo di seguito:

• DISCORSO DEL SANTO PADRE

Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Je suis heureux de vous accueillir, comme au début de chaque nouvelle année, distingués Membres du Corps diplomatique accrédité près le Saint-Siège, pour vous adresser mes salutations et mes vœux personnels, que j'étends volontiers aux chères Nations que vous représentez, les assurant de mon souvenir constant et de ma prière. Je suis particulièrement reconnaissant au Doyen, l'Ambassadeur Alejandro Valladares Lanza, et au Vice-Doyen, l'Ambassadeur Jean-Claude Michel, pour les paroles déférentes qu'ils m'ont adressées au nom de vous tous. De manière spéciale, je désire ensuite saluer ceux qui prennent part pour la première fois à cette rencontre. Votre présence est un signe significatif et apprécié des rapports fructueux que, dans le monde entier, l'Église catholique entretient avec les Autorités civiles. Il s'agit d'un dialogue qui a à cœur le bien intégral, spirituel et matériel, de chaque homme, et cherche à en promouvoir partout la dignité transcendante. Comme je l'ai rappelé dans mon Allocution à l'occasion du dernier Consistoire ordinaire public pour la création de nouveaux Cardinaux, « l'Église, depuis ses origines, est orientée *kat'holon*, c'est-à-dire qu'elle embrasse tout l'univers » et avec lui chaque peuple, chaque culture et chaque tradition. Cette "orientation" ne représente pas une ingérence dans la vie des diverses sociétés, mais elle sert plutôt à illuminer la conscience droite de leurs citoyens et à les inviter à travailler pour le bien de chaque personne et pour le progrès du genre humain. C'est dans cette perspective, et pour favoriser une collaboration fructueuse entre l'Église et l'État au service du bien commun, que l'année dernière, ont été signés des Accords bilatéraux entre le Saint-Siège et le Burundi ainsi qu'avec la Guinée Équatoriale, et que celui avec le Monténégro a été ratifié. Dans le même esprit, le Saint-Siège

participe aux travaux de diverses Organisations et Institutions internationales. À ce propos, je suis heureux qu'au mois de décembre dernier sa demande pour devenir Observateur Extrarégional dans le Système d'Intégration de l'Amérique centrale ait été accueillie, en raison aussi de la contribution que l'Église catholique offre dans plusieurs secteurs des sociétés de cette Région. Les visites de divers Chefs d'État et de Gouvernement que j'ai reçues au cours de l'année écoulée, comme aussi les inoubliables Voyages apostoliques que j'ai effectués au Mexique, à Cuba et au Liban, ont été des occasions privilégiées pour raffermir l'engagement civique des chrétiens de ces pays ainsi que pour promouvoir la dignité de la personne humaine et les fondements de la paix.

En ce lieu, il m'est également agréable de mentionner le précieux travail accompli par les Représentants Pontificaux, dans un dialogue constant avec vos Gouvernements. Je désire rappeler en particulier l'estime dont a joui Monseigneur Ambrose Madtha, Nonce Apostolique en Côte d'Ivoire, qui a péri tragiquement, il y a un mois, dans un accident de la route, avec le chauffeur qui l'accompagnait.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

L'Évangile de Luc relate que, dans la nuit de Noël, les bergers entendent les chœurs angéliques qui glorifient Dieu et invoquent la paix sur l'humanité. L'Évangéliste souligne ainsi l'étroite relation entre Dieu et le désir ardent de l'homme de tous les temps de connaître la vérité, de pratiquer la justice et de vivre dans la paix (cf. Jean XXIII, *Pacem in terris* : AAS 55 [1963], 257). Aujourd'hui, on est quelquefois amené à penser que la vérité, la justice et la paix sont des utopies et qu'elles s'excluent mutuellement. Connaître la vérité semble impossible et les efforts pour l'affirmer semblent souvent aboutir à la violence. D'autre part, selon une conception désormais diffuse, l'engagement pour la paix ne consiste que dans la recherche de compromis qui garantissent la cohabitation entre les peuples ou entre les citoyens à l'intérieur d'une Nation. Dans l'optique chrétienne, au contraire, il existe un lien intime entre la glorification de Dieu et la paix des hommes sur la terre, si bien que la paix ne vient pas d'un simple effort humain, mais participe de l'amour même de Dieu. Et c'est justement l'oubli de Dieu, et non pas sa glorification, qui engendre la violence. En effet, quand on cesse de se référer à une vérité objective et transcendante, comment est-il possible de réaliser un dialogue authentique ? Dans ce cas, comment peut-on éviter que la violence, déclarée ou cachée, ne devienne la règle dernière des rapports humains ? En réalité, sans une ouverture transcendante, l'homme devient facilement la proie du relativisme et, ensuite, il réussit difficilement à agir selon la justice et à s'engager pour la paix.

Aux manifestations de l'oubli de Dieu on peut associer celles dues à l'ignorance de son vrai visage, qui est la cause d'un fanatisme pernicieux de matrice religieuse, qui, en 2012 aussi, a fait des victimes dans certains pays, ici représentés. Comme je l'ai déjà dit, il s'agit d'une falsification de la religion elle-même, alors que celle-ci, au contraire, vise à réconcilier l'homme avec Dieu, à éclairer et à purifier les consciences et à rendre clair que chaque homme est image du Créateur.

Donc, si la glorification de Dieu et la paix sur la terre sont étroitement liées entre elles, il apparaît évident que la paix est, en même temps, don de Dieu et tâche de l'homme, parce qu'elle exige sa réponse libre et consciente. Pour ce motif, j'ai voulu intituler le Message annuel pour la Journée mondiale de la Paix : *Heureux les artisans de paix*. C'est avant tout aux Autorités civiles et politiques qu'incombe la grave responsabilité d'œuvrer pour la paix. Elles sont les premières à être appelées à résoudre les nombreux conflits qui continuent d'ensanglanter l'humanité, à commencer par cette Région privilégiée dans le dessein de Dieu qu'est le Moyen Orient. Je pense d'abord à la Syrie, déchirée par des massacres incessants et théâtre d'effroyables souffrances parmi la population civile. Je renouvelle mon appel afin que les armes soient déposées et que prévale le plus tôt possible un dialogue constructif pour mettre fin à un conflit qui ne connaîtra pas de vainqueurs, mais seulement des vaincus, s'il perdure, ne laissant derrière lui qu'un champ de ruines. Permettez-moi, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, de vous demander de continuer à sensibiliser vos Autorités, afin que soient fournies de façon urgente les aides indispensables pour affronter la grave situation humanitaire. Je regarde ensuite avec une vive attention vers la Terre Sainte. Suite à la reconnaissance de la Palestine comme État Observateur non Membre des Nations Unies, je renouvelle le souhait que, avec le soutien de la Communauté internationale, Israéliens et Palestiniens s'engagent pour une cohabitation pacifique dans le cadre de deux États souverains, où le respect de la justice et des aspirations légitimes des deux peuples sera préservé et garanti. Jérusalem, deviens ce que ton nom signifie ! Cité de la paix et non de la division ; prophétie du Royaume de Dieu et non message

d'instabilité et d'opposition !

Tournant ensuite ma pensée vers la chère population irakienne, je souhaite qu'elle parcoure le chemin de la réconciliation, pour arriver à la stabilité désirée.

Au Liban – où, au mois de septembre dernier, j'ai rencontré ses diverses réalités constitutives – que la pluralité des traditions religieuses soit cultivée par tous comme une vraie richesse pour le pays, comme aussi pour toute la Région, et que les chrétiens offrent un témoignage efficace pour la construction d'un avenir de paix avec tous les hommes de bonne volonté !

En Afrique du Nord aussi, la collaboration de toutes les composantes de la société est prioritaire et, à chacune d'elles doit être garantie la pleine citoyenneté, la liberté de professer publiquement sa religion et la possibilité de contribuer au bien commun. J'assure tous les Égyptiens de ma proximité et de ma prière, en cette période où se mettent en place de nouvelles institutions.

Tournant le regard vers l'Afrique subsaharienne, j'encourage les efforts pour construire la paix, surtout là où demeurent ouvertes les plaies des guerres et là où pèsent de graves conséquences humanitaires. Je pense particulièrement à la Région de la Corne de l'Afrique, comme aussi à l'est de la République démocratique du Congo, où les violences se sont ravivées, obligeant de nombreuses personnes à abandonner leurs maisons, leurs familles et leur cadre de vie. En même temps, je ne peux passer sous silence d'autres menaces qui se profilent à l'horizon. À intervalles réguliers, le Nigéria est le théâtre d'attentats terroristes qui font des victimes, surtout parmi les fidèles chrétiens réunis en prière, comme si la haine voulait transformer des temples de prière et de paix en autant de centres de peur et de division. J'ai ressenti une grande tristesse en apprenant que, même dans les jours où nous célébrions Noël, des chrétiens ont été tués d'une façon barbare. Le Mali est aussi déchiré par la violence et il est marqué par une profonde crise institutionnelle et sociale, qui doit susciter une attention efficace de la part de la Communauté internationale. En République Centrafricaine, je souhaite que les pourparlers annoncés pour les jours qui viennent ramènent la stabilité et épargnent à la population de revivre les affres de la guerre civile.

La construction de la paix passe toujours de nouveau par la protection de l'homme et de ses droits fondamentaux. Cette tâche, même si elle est menée avec des modalités et une intensité diverses, interpelle tous les pays et doit constamment être inspirée par la dignité transcendante de la personne humaine et par les principes inscrits dans sa nature. Parmi ceux-ci figure au premier plan le respect de la vie humaine, dans toutes ses phases. A cet égard, je me suis réjoui qu'une Résolution de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, en janvier de l'année dernière, ait demandé la prohibition de l'euthanasie, comprise comme un meurtre volontaire, par acte ou par omission, d'un être humain en état de dépendance. En même temps, je constate avec tristesse que, en divers pays, même de tradition chrétienne, on a œuvré pour introduire ou pour amplifier des législations qui dépénalisent ou libéralisent l'avortement. L'avortement direct, c'est-à-dire voulu comme une fin ou comme un moyen, est gravement contraire à la loi morale. Par cette affirmation, l'Église catholique ne manque pas de compréhension et de bienveillance, y compris envers la mère. Il s'agit, plutôt, de veiller afin que la loi n'en arrive pas à altérer injustement l'équilibre entre le droit à la vie de la mère et celui de l'enfant à naître, qui appartient à l'un et à l'autre de façon égale. Dans ce domaine, est également source de préoccupation le récent arrêt de la Cour interaméricaine des droits de l'homme, relatif à la fécondation in vitro, qui redéfinit arbitrairement le moment de la conception et fragilise la défense de la vie prénatale.

Malheureusement, surtout en Occident, on trouve beaucoup d'équivoques sur la signification des droits de l'homme et des devoirs qui leur sont liés. Les droits sont souvent confondus avec des manifestations exacerbées d'autonomie de la personne, qui devient autoréférentielle, n'est plus ouverte à la rencontre avec Dieu et avec les autres et se replie sur elle-même en ne cherchant à ne satisfaire que ses propres besoins. Pour être authentique, la défense des droits doit, au contraire, considérer l'homme dans son intégralité personnelle et communautaire.

Poursuivant notre réflexion, il vaut la peine de souligner comment l'éducation est une autre voie privilégiée pour la construction de la paix. La crise économique et financière actuelle, entre autre, nous l'enseigne. Elle s'est

développée parce que le profit a été trop souvent absolutisé, au préjudice du travail, et qu'on s'est aventuré sans retenue sur les voies de l'économie financière, plutôt que sur les voies de l'économie réelle. Il convient donc de retrouver le sens du travail et d'un profit qui lui soit proportionné. À cette fin, il est bon d'éduquer à résister aux tentations des intérêts particuliers et à court terme, pour s'orienter plutôt vers le bien commun. En outre, il est urgent de former les *leaders*, qui, dans l'avenir, guideront les institutions publiques nationales et internationales (cf. *Message pour la XLVIème Journée mondiale de la paix*, 8 décembre 2012, n. 6). L'Union Européenne a aussi besoin de Représentants clairvoyants et qualifiés, pour faire les choix difficiles qui sont nécessaires pour redresser son économie et poser des bases solides pour son développement. Seuls, certains pays iront peut-être plus vite, mais, ensemble, tous iront certainement plus loin ! Si l'indice différentiel entre les taux financiers constitue une préoccupation, les différences croissantes entre un petit nombre, toujours plus riche, et un grand nombre, irrémédiablement plus pauvre, devraient provoquer le désarroi. Il s'agit, en un mot, de ne pas se résigner au « *spread* du bien-être social », alors qu'on combat celui de la finance.

Investir dans l'éducation dans les pays en voie de développement de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique Latine, signifie les aider à vaincre la pauvreté et les maladies, comme aussi à réaliser des systèmes de droit équitables et respectueux de la dignité humaine. Il est certain que, pour mettre en oeuvre la justice, les bons modèles économiques ne suffisent pas, même s'ils sont nécessaires. La justice se réalise seulement s'il y a des personnes justes ! Construire la paix signifie par conséquent éduquer les individus à combattre la corruption, la criminalité, la production et le trafic de la drogue, ainsi qu'à se garder des divisions et des tensions, qui risquent d'épuiser la société, en entravant le développement et la cohabitation pacifique.

En poursuivant notre entretien d'aujourd'hui, je voudrais ajouter que la paix sociale est aussi mise en péril par certaines atteintes à la liberté religieuse : il s'agit parfois de marginalisation de la religion dans la vie sociale; dans d'autres cas, d'intolérance ou même de violence envers des personnes, des symboles identitaires et des institutions religieuses. Il arrive aussi que des croyants – et particulièrement des chrétiens – soient empêchés de contribuer au bien commun par leurs institutions éducatives et d'assistance. Pour sauvegarder effectivement l'exercice de la liberté religieuse, il est ensuite essentiel de respecter le droit à l'objection de conscience. Cette "frontière" de la liberté touche à des principes de grande importance, de caractère éthique et religieux, enracinés dans la dignité même de la personne humaine. Ils sont comme "les murs porteurs" de toute société qui se veut vraiment libre et démocratique. Par conséquent, interdire l'objection de conscience individuelle et institutionnelle, au nom de la liberté et du pluralisme, ouvrirait paradoxalement au contraire les portes à l'intolérance et au nivellement forcé.

En outre, dans un monde aux limites toujours plus ouvertes, construire la paix par le dialogue n'est pas un choix, mais une nécessité ! Dans cette perspective, la Déclaration conjointe entre le Président de la Conférence épiscopale polonaise et le Patriarche de Moscou, signée au mois d'août dernier, est un signe fort donné par les croyants pour favoriser les relations entre le Peuple russe et le Peuple polonais. Je désire également mentionner l'accord de paix conclu récemment aux Philippines et souligner le rôle du dialogue entre les religions pour une cohabitation pacifique dans la région de Mindanao.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

À la fin de l'Encyclique *Pacem in terris*, dont le cinquantenaire sera célébré cette année, mon Prédécesseur, le Bienheureux Jean XXIII, rappelait que la paix reste « seulement un mot vide de sens », si elle n'est pas vivifiée et intégrée par la charité (AAS 55 [1963], 303). Ainsi, celle-ci est au cœur de l'action diplomatique du Saint-Siège et, avant tout, de la sollicitude du Successeur de Pierre et de toute l'Église catholique. La charité ne se substitue pas à la justice niée, mais d'autre part, la justice ne supplée pas la charité refusée. L'Église pratique quotidiennement la charité dans ses œuvres d'assistance, dont les hôpitaux et les dispensaires, et ses œuvres éducatives, dont les orphelinats, les écoles, les collèges, les universités, ainsi qu'à travers l'assistance fournie aux populations en difficulté, particulièrement durant et après les conflits. Au nom de la charité, l'Église veut aussi être proche de tous ceux qui souffrent à cause des catastrophes naturelles. Je pense aux victimes des inondations dans le sud-est de l'Asie et de l'ouragan qui s'est abattu sur la côte orientale des États-Unis d'Amérique. Je pense aussi à ceux qui ont subi le fort tremblement de terre, qui a dévasté certaines régions de l'Italie septentrionale. Comme vous le savez, j'ai voulu me rendre personnellement sur ces lieux, où j'ai pu constater l'ardent désir avec lequel on veut reconstruire ce qui a été démoli. Je souhaite que, en ce moment de

son histoire, cet esprit de ténacité et d'engagement partagé anime toute la bien-aimée Nation italienne.

En concluant notre rencontre, je voudrais rappeler qu'au terme du Concile Vatican II – qui commença il y a cinquante ans – le Serviteur de Dieu, le Pape Paul VI, adressa quelques messages qui sont toujours d'actualité, dont l'un était destiné à tous les gouvernants. Il les exhorta en ces termes : « C'est à vous qu'il revient d'être sur terre les promoteurs de l'ordre et de la paix entre les hommes. Mais, ne l'oubliez pas : c'est Dieu (...) [qui est] le grand artisan de l'ordre et de la paix sur la terre » (*Message aux Gouvernants*, 8 décembre 1965, n. 3).

Aujourd'hui, je fais miennes ces considérations, en formulant, à vous-mêmes, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et Membres distingués du Corps Diplomatique, à vos familles et à vos Collaborateurs, mes vœux les plus fervents pour la Nouvelle Année. Merci !

[00024-03.01] [Texte original: Français]

• TRADUZIONE IN LINGUA INGLESE

Your Excellencies,
Ladies and Gentlemen,

As at the beginning of each New Year, I am happy to receive you, the distinguished Members of the Diplomatic Corps accredited to the Holy See, and to offer you my greetings and personal good wishes, which I extend to all the beloved nations which you represent, together with the assurance of my constant thoughts and prayers. I am especially grateful to your Dean, Ambassador Alejandro Valladares Lanza, and to your Vice-Dean, Ambassador Jean-Claude Michel, for the kind words which they addressed to me in the name of all. In a special way I wish to greet those who take part in this meeting for the first time. Your presence is a significant and valued sign of the fruitful relations which the Catholic Church entertains with civil authorities the world over. It involves a dialogue which has at heart the integral spiritual and material good of each man and woman, and seeks to advance their transcendent dignity everywhere. As I stated in my Address on the occasion of the last Ordinary Public Consistory for the creation of new Cardinals: "the Church, from its origins, is oriented *kat'holon*, it embraces the whole universe", and with it each people, each culture and each tradition. This "orientation" does not represent an intrusion in the life of the different societies, but serves rather to illumine the right conscience of their citizens, encouraging them to work for the good of each person and for the progress of the human race. It is in this context, and with the aim of fostering fruitful cooperation between Church and State in the service of the common good, that in the past year bilateral Accords were signed between the Holy See and Burundi, and with Equatorial Guinea, and the Accord with Montenegro was ratified. In this same spirit, the Holy See takes part in the work of various International Organizations and Institutions. In this regard, I am pleased that this past December its request to become an Extra-regional Observer in the Central American Integration System was accepted, not least by reason of the contribution which the Catholic Church offers in several sectors of the societies of that region. The visits of the various Heads of State and of Government whom I received in the course of the past year, as well as the memorable Apostolic Journeys which I made to Mexico, Cuba and Lebanon, were privileged occasions for reaffirming the civil commitment of Christians in those countries, and for promoting the dignity of the human person and the foundations of peace.

Here I am also pleased to mention the valued work accomplished by the Papal Representatives in constant dialogue with your Governments. I would like in particular to recall the esteem enjoyed by Archbishop Ambrose Madtha, Apostolic Nuncio in Côte d'Ivoire, who died tragically a month ago in an automobile accident, together with the chauffeur who was accompanying him.

Your Excellencies, Ladies and Gentlemen,

The Gospel of Luke recounts that on Christmas night the shepherds heard choirs of angels who gave glory to God and invoked peace on mankind. The Evangelist thus emphasizes the close relationship between God and the ardent desire of the men and women of every age to know the truth, to practise justice and to live in peace (cf. Blessed John XXIII, *Pacem in Terris*: AAS 55 [1963], 257). These days, we are sometimes led to think that truth, justice and peace are utopian ideals, and mutually exclusive. To know the truth seems impossible, and efforts to affirm it appear often to lead to violence. On the other hand, according to a now widespread way of

thinking, peacemaking consists solely in the pursuit of compromises capable of ensuring peaceful coexistence between different peoples or between citizens within a single nation. Yet from the Christian point of view, the glorification of God and human peace on earth are closely linked, with the result that peace is not simply the fruit of human effort, but a participation in the very love of God. It is precisely man's forgetfulness of God, and his failure to give him glory, which gives rise to violence. Indeed, once we no longer make reference to an objective and transcendent truth, how is it possible to achieve an authentic dialogue? In this case, is it not inevitable that violence, open or veiled, becomes the ultimate rule in human relationships? Indeed, without openness to the transcendent, human beings easily become prey to relativism and find it difficult to act justly and to work for peace.

The consequences of forgetfulness of God cannot be separated from those resulting from ignorance of his true countenance, the root of a baneful religious fanaticism which, again in 2012, reaped victims in some countries represented here. As I have often observed, this is a falsification of religion itself, since religion aims instead at reconciling men and women with God, at illuminating and purifying consciences, and at making it clear that each human being is the image of the Creator.

Consequently, if the glorification of God and earthly peace are closely linked, it seems evident that peace is both God's gift and a human task, one which demands our free and conscious response. For this reason, I wished my annual Message for the World Day of Peace to bear the title: *Blessed are the Peacemakers*. Civil and political authorities before all others have a grave responsibility to work for peace. They are the first called to resolve the numerous conflicts causing bloodshed in our human family, beginning with that privileged region in God's plan, the Middle East. I think first and foremost of Syria, torn apart by endless slaughter and the scene of dreadful suffering among its civilian population. I renew my appeal for a ceasefire and the inauguration as quickly as possible of a constructive dialogue aimed at putting an end to a conflict which will know no victors but only vanquished if it continues, leaving behind it nothing but a field of ruins. Your Excellencies, allow me to ask you to continue to make your Governments aware of this, so that essential aid will urgently be made available to face this grave humanitarian situation. I now turn with deep concern towards the Holy Land. Following Palestine's recognition as a Non-Member Observer State of the United Nations, I again express the hope that, with the support of the international community, Israelis and Palestinians will commit themselves to peaceful coexistence within the framework of two sovereign states, where respect for justice and the legitimate aspirations of the two peoples will be preserved and guaranteed. Jerusalem, become what your name signifies! A city of peace and not of division; a prophecy of the Kingdom of God and not a byword for instability and opposition!

As I turn my thoughts towards the beloved Iraqi people, I express my hope that they will pursue the path of reconciliation in order to arrive at the stability for which they long.

In Lebanon, where last September I met the various groups which make up society, may the many religious traditions there be cultivated by all as a true treasure for the country and for the whole region, and may Christians offer an effective witness for the building of a future of peace, together with all men and women of good will!

In North Africa too, cooperation between all the members of society is of primary concern, and each must be guaranteed full citizenship, the liberty publicly to profess their religion and the ability to contribute to the common good. I assure all Egyptians of my closeness and my prayers at this time when new institutions are being set in place.

Turning to sub-Saharan Africa, I encourage the efforts being made to build peace, especially in those places where the wounds of war remain open and where their grave humanitarian consequences are being felt. I think particularly of the Horn of Africa, and the East of the Democratic Republic of the Congo, where new acts of violence have erupted, forcing many people to abandon their homes, families and surroundings. Nor can I fail to mention other threats looming on the horizon. Nigeria is regularly the scene of terrorist attacks which reap victims above all among the Christian faithful gathered in prayer, as if hatred intended to turn temples of prayer and peace into places of fear and division. I was deeply saddened to learn that, even in the days when we celebrated Christmas, some Christians were barbarously put to death. Mali is also torn by violence and marked

by a profound institutional and social crisis, one which calls for the effective attention of the international community. In the Central African Republic, I hope that the talks announced as taking place shortly will restore stability and spare the people from reliving the throes of civil war.

The building of peace always comes about by the protection of human beings and their fundamental rights. This task, even if carried out in many ways and with varying degrees of intensity, challenges all countries and must constantly be inspired by the transcendent dignity of the human person and the principles inscribed in human nature. Foremost among these is respect for human life at every stage. In this regard, I was gratified that a resolution of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe, in January of last year, called for the prohibition of euthanasia, understood as the intentional killing by act or omission of a dependent human being

. At the same time, I must note with dismay that, in various countries, even those of Christian tradition, efforts are being made to introduce or expand legislation which decriminalizes abortion. Direct abortion, that is to say willed as an end or as a means, is gravely contrary to the moral law. In affirming this, the Catholic Church is not lacking in understanding and mercy, also towards the mother involved. Rather, it is a question of being vigilant lest the law unjustly alter the balance between the right to life of the mother and that of the unborn child, a right belonging equally to both. In this area, the recent decision of the Inter-American Court of Human Rights regarding in vitro fertilization, which arbitrarily redefines the moment of conception and weakens the defence of unborn life, is also a source of concern.

Sadly, especially in the West, one frequently encounters ambiguities about the meaning of human rights and their corresponding duties. Rights are often confused with exaggerated manifestations of the autonomy of the individual, who becomes self-referential, no longer open to encounter with God and with others, and absorbed only in seeking to satisfy his or her own needs. To be authentic, the defence of rights must instead consider human beings integrally, in their personal and communitarian dimensions.

Pursuing our reflection, it is worth emphasizing that education is another privileged path to peacemaking. The current economic and financial crisis, among other things, has also made this clear. The crisis developed because profit was all too often made absolute, to the detriment of labour, and because of unrestrained ventures in the financial areas of the economy, rather than attending to the real economy. There is a need, then, to rediscover the meaning of work and proportionate profit. To that end, it would be well to teach people how to resist the temptations of particular and short-term interests, and to look instead to the common good. Furthermore, it is urgent to train leaders who will one day guide national and international public institutions (cf. *Message for the 2013 World Day of Peace*, 6). The European Union also requires farsighted representatives capable of making the difficult choices necessary to rectify its economy and to lay solid foundations for growth. Alone, certain countries may perhaps advance more quickly, but together, all will certainly go further! If the differential index between financial taxes represents a source of concern, the increasing differences between those few who grow ever richer and the many who grow hopelessly poorer, should be a cause for dismay. In a word, it is a question of refusing to be resigned to a "spread" in social well-being, while at the same time fighting one in the financial sector.

Investment in education in the developing countries of Africa, Asia and Latin America means helping them to overcome poverty and disease, and to create legal systems which are equitable and respectful of human dignity. Certainly, if justice is to be achieved, good economic models, however necessary, are not sufficient. Justice is achieved only when people are just! Consequently, building peace means training individuals to fight corruption, criminal activity, the production and trade in narcotics, as well as abstaining from divisions and tensions which threaten to exhaust society, hindering development and peaceful coexistence.

Continuing our meeting today, I would like to add that peace in society is also put at risk by certain threats to religious liberty: it is a question sometimes of the marginalization of religion in social life; sometimes of intolerance or even of violence towards individuals, symbols of religious identity and religious institutions. It even happens that believers, and Christians in particular, are prevented from contributing to the common good by their educational and charitable institutions. In order effectively to safeguard the exercise of religious liberty it is essential to respect the right of conscientious objection. This "frontier" of liberty touches upon principles of great

importance of an ethical and religious character, rooted in the very dignity of the human person. They are, as it were, the "bearing walls" of any society that wishes to be truly free and democratic. Thus, outlawing individual and institutional conscientious objection in the name of liberty and pluralism paradoxically opens by contrast the door to intolerance and forced uniformity.

Moreover, in an ever more open world, building peace through dialogue is no longer a choice but a necessity! From this perspective, the joint declaration between the President of the Bishops' Conference of Poland and the Patriarch of Moscow, signed last August, is a strong signal given by believers for the improvement of relations between the Russian and Polish peoples. I would also like to mention the peace accord concluded recently in the Philippines and I would like to underline the role of dialogue between religions for a peaceful coexistence in the region of Mindanao.

Your Excellencies, Ladies and Gentlemen,

At the end of the Encyclical Letter *Pacem in Terris*, whose fiftieth anniversary will be celebrated this year, my predecessor Blessed John XXIII remarked that peace remains "an empty word" if it is not nourished and completed by charity (AAS 55 [1963], 303). Indeed, it is at the heart of the diplomatic activity of the Holy See and, above all, of the concern of the Successor of Peter and of the whole Catholic Church. Charity cannot take the place of justice that has been denied; nor can justice, on the other hand, replace charity that has been refused. The Church daily practises charity in works of social assistance such as hospitals and clinics, her educational institutions such as orphanages, schools, colleges and universities, and through help given to peoples in distress, especially during and after conflicts. In the name of charity, the Church wishes also to be near all those who suffer due to natural disasters. I am thinking of the flood victims in Southeast Asia and of those of the hurricane which struck the East coast of the United States. I am also thinking of those who experienced the earthquake that devastated some regions of Northern Italy. As you know, I wanted to go there personally and see for myself the earnest desire to rebuild what had been destroyed. In this moment of its history, I hope that such a spirit of tenacity and shared commitment will move the entire beloved Italian nation.

To conclude our encounter, I would like to recall that, at the end of the Second Vatican Council – which started fifty years ago - the Servant of God, Pope Paul VI, sent out messages which remain relevant, including one addressed to world leaders. He encouraged them in this way: "Your task is to be in the world the promoters of order and peace among men. But never forget this: It is God [...] who is the great artisan of order and peace on earth" (*Message to Leaders*, 8 December 1965, 3). Today, as I make those sentiments my own, I convey to you, the Ambassadors and other distinguished Members of the Diplomatic Corps, as well as to your families and colleagues, my very best wishes for the New Year. Thank you!

[00024-02.01] [Original text: French]

• TRADUZIONE IN LINGUA ITALIANA

Eccellenze,
Signore e Signori,

Sono lieto di accogliervi come all'inizio di ogni nuovo anno, distinti Membri del Corpo Diplomatico accreditato presso la Santa Sede, per rivolgervi un personale saluto e augurio; lo estendo volentieri alle care Nazioni che rappresentate e ad esse assicuro il mio costante ricordo e la mia preghiera. Sono particolarmente grato al Decano, Ambasciatore Alejandro Valladares Lanza, e al Vice-Decano, Ambasciatore Jean-Claude Michel, per le deferenti parole che mi hanno rivolto a nome di tutti Voi. In modo speciale desidero, poi, salutare quanti prendono parte per la prima volta a questo incontro. La vostra presenza è un segno significativo e apprezzato dei proficui rapporti che, in tutto il mondo, la Chiesa cattolica intrattiene con le Autorità civili. Si tratta di un dialogo che ha a cuore il bene integrale, spirituale e materiale, di ogni uomo, e mira a promuoverne ovunque la dignità trascendente. Come ho ricordato nell'Allocuzione dell'ultimo Concistoro Ordinario Pubblico per la Creazione di nuovi Cardinali, «la Chiesa, fin dai suoi inizi, è orientata *kat'holon*, abbraccia cioè tutto l'universo» e con esso ogni popolo, ogni cultura e tradizione. Tale "orientamento" non rappresenta un'ingerenza nella vita delle diverse società, ma serve piuttosto a illuminare la coscienza retta dei loro cittadini e ad invitarli a lavorare

per il bene di ogni persona e per il progresso del genere umano. E' in questa prospettiva, e per favorire una proficua collaborazione tra la Chiesa e lo Stato al servizio del bene comune, che l'anno scorso la Santa Sede ha firmato Accordi bilaterali con il Burundi e con la Guinea Equatoriale e ha ratificato quello con il Montenegro; con lo stesso animo partecipa ai lavori di varie Organizzazioni ed Enti internazionali. Al riguardo, sono lieto che, nello scorso mese di dicembre, sia stata accolta la sua richiesta di diventare Osservatore Extra-Regionale nel Sistema di Integrazione Centroamericana, anche in ragione del contributo che la Chiesa cattolica offre in vari settori delle società di tale Regione. Le visite di diversi Capi di Stato e di Governo che ho ricevuto nel corso dell'anno passato, come pure gli indimenticabili Viaggi apostolici che ho compiuto in Messico, a Cuba e in Libano, sono state occasioni privilegiate per riaffermare l'impegno civico dei cristiani di quei Paesi, come pure per promuovere la dignità della persona umana e i fondamenti della pace.

In questa sede, mi è pure caro menzionare il prezioso lavoro svolto dai Rappresentanti Pontifici nel costante dialogo con i Vostri Governi. In particolare desidero ricordare l'apprezzamento goduto da S.E. Mons. Ambrose Madtha, il Nunzio Apostolico in Costa d'Avorio che è tragicamente perito un mese fa in un incidente stradale, insieme all'autista che lo accompagnava.

Signore e Signori Ambasciatori,

Il Vangelo di Luca racconta che, nella notte di Natale, i pastori odono i cori angelici che glorificano Dio e annunciano la pace sull'umanità. L'Evangelista sottolinea così la stretta relazione fra Dio e l'anelito profondo dell'uomo di ogni tempo a conoscere la verità, a praticare la giustizia e a vivere nella pace (cfr Giovanni XXIII, *Pacem in terris*: AAS 55 [1963], 257). Oggi si è indotti talvolta a pensare che la verità, la giustizia e la pace siano utopie e che esse si escludano mutuamente. Conoscere la verità sembra impossibile e gli sforzi per affermarla appaiono sfociare spesso nella violenza. D'altra parte, secondo una concezione ormai diffusa, l'impegno per la pace si riduce alla ricerca di compromessi che garantiscano la convivenza fra i Popoli, o fra i cittadini all'interno di una Nazione. Al contrario, nell'ottica cristiana esiste un'intima connessione tra la glorificazione di Dio e la pace degli uomini sulla terra, così che la pace non sorge da un mero sforzo umano, bensì partecipa dell'amore stesso di Dio. Ed è proprio l'oblio di Dio, e non la sua glorificazione, a generare la violenza. Infatti, quando si cessa di riferirsi a una verità oggettiva e trascendente, come è possibile realizzare un autentico dialogo? In tal caso come si può evitare che la violenza, dichiarata o nascosta, diventi la regola ultima dei rapporti umani? In realtà, senza un'apertura trascendente, l'uomo cade facile preda del relativismo e gli riesce poi difficile agire secondo giustizia e impegnarsi per la pace.

Alle manifestazioni contemporanee dell'oblio di Dio si possono associare quelle dovute all'ignoranza del suo vero volto, che è la causa di un pernicioso fanatismo di matrice religiosa, che anche nel 2012 ha mietuto vittime in alcuni Paesi qui rappresentati. Come ho avuto modo di dire, si tratta di una falsificazione della religione stessa, la quale, invece, mira a riconciliare l'uomo con Dio, a illuminare e purificare le coscienze e a rendere chiaro che ogni uomo è immagine del Creatore. Se, dunque, la glorificazione di Dio e la pace sulla terra sono fra loro strettamente congiunte, appare evidente che la pace è, ad un tempo, dono di Dio e compito dell'uomo, perché esige la sua risposta libera e consapevole.

Per tale ragione ho voluto intitolare l'annuale Messaggio per la Giornata Mondiale della Pace: *Beati gli operatori di pace*. E' anzitutto alle Autorità civili e politiche che incombe la grave responsabilità di operare per la pace. Esse per prime sono chiamate a risolvere i numerosi conflitti che continuano a insanguinare l'umanità, a cominciare da quella Regione privilegiata nel disegno di Dio, che è il Medio Oriente. Penso anzitutto alla Siria, dilaniata da continui massacri e teatro d'immani sofferenze fra la popolazione civile. Rinnovo il mio appello affinché le armi siano deposte e quanto prima prevalga un dialogo costruttivo per porre fine a un conflitto che, se perdura, non vedrà vincitori, ma solo sconfitti, lasciando dietro di sé soltanto una distesa di rovine. Permettetemi, Signore e Signori Ambasciatori, di domandarvi di continuare a sensibilizzare le vostre Autorità, affinché siano forniti con urgenza gli aiuti indispensabili per far fronte alla grave situazione umanitaria. Guardo poi con viva attenzione alla Terra Santa. In seguito al riconoscimento della Palestina quale Stato Osservatore non Membro delle Nazioni Unite, rinnovo l'auspicio che, con il sostegno della comunità internazionale, Israeliani e Palestinesi s'impegnino per una pacifica convivenza nell'ambito di due Stati sovrani, dove il rispetto della giustizia e delle legittime aspirazioni dei due Popoli sia tutelato e garantito. Gerusalemme, diventa ciò che il Tuo nome significa! Città della pace e non della divisione; profezia del Regno di Dio e non messaggio d'instabilità e di

contrapposizione!

Rivolgendo poi il pensiero alla cara popolazione irachena, auguro che essa percorra la via della riconciliazione, per giungere alla desiderata stabilità.

In Libano – dove, nello scorso mese di settembre, ho incontrato le sue diverse realtà costitutive - la pluralità delle tradizioni religiose sia una vera ricchezza per il Paese, come pure per tutta la Regione, e i cristiani offrano una testimonianza efficace per la costruzione di un futuro di pace con tutti gli uomini di buona volontà.

Anche in Nord Africa è prioritaria la collaborazione di tutte le componenti della società e a ciascuna deve essere garantita piena cittadinanza, la libertà di professare pubblicamente la propria religione e la possibilità di contribuire al bene comune. A tutti gli Egiziani assicuro la mia vicinanza e la mia preghiera, in questo periodo in cui si formano nuove istituzioni.

Volgendo lo sguardo all'Africa sub-sahariana, incoraggio gli sforzi per costruire la pace, soprattutto dove rimangono aperte le ferite delle guerre e pesano gravi conseguenze umanitarie. Penso in modo particolare alla Regione del Corno d'Africa, come pure all'Est della Repubblica Democratica del Congo, dove le violenze si sono riacutizzate, obbligando numerose persone ad abbandonare le proprie case, le proprie famiglie e i propri contesti di vita. In pari tempo, non posso ignorare le altre minacce che si affacciano all'orizzonte. A intervalli regolari la Nigeria è teatro di attentati terroristici che mietono vittime, soprattutto tra i fedeli cristiani riuniti in preghiera, quasi che l'odio volesse trasformare dei templi di preghiera e di pace in altrettanti centri di paura e di divisione. Ho provato una grande tristezza nell'apprendere che, perfino nel giorno in cui noi celebriamo il Natale, dei cristiani sono stati uccisi barbaramente. Anche il Mali è dilaniato dalla violenza ed è segnato da una profonda crisi istituzionale e sociale, che deve suscitare un efficace interessamento da parte della comunità internazionale. Nella Repubblica Centrafricana, auspico che i colloqui annunciati per i prossimi giorni riportino la stabilità e risparmino alla popolazione di rivivere gli orrori della guerra civile.

Sempre di nuovo la costruzione della pace passa per la tutela dell'uomo e dei suoi diritti fondamentali. Tale impegno, seppure con modalità e intensità diverse, interpella tutti i Paesi e deve costantemente essere ispirato dalla dignità trascendente della persona umana e dai principi iscritti nella sua natura. Fra questi figura in primo piano il rispetto della vita umana, in ogni sua fase. Mi sono pertanto rallegro che una Risoluzione dell'Assemblea Parlamentare del Consiglio d'Europa, nel gennaio dello scorso anno, abbia chiesto la proibizione dell'eutanasia, intesa come uccisione volontaria, per atto o omissione, di un essere umano in condizioni di dipendenza. Allo stesso tempo, constato con tristezza che, in diversi Paesi, anche di tradizione cristiana, si è lavorato per introdurre o ampliare legislazioni che depenalizzano o liberalizzano l'aborto. L'aborto diretto, cioè voluto come un fine o come un mezzo, è gravemente contrario alla legge morale. Nell'affermare ciò la Chiesa cattolica non intende mancare di comprensione e di benevolenza, anche verso la madre. Si tratta, piuttosto, di vigilare affinché la legge non giunga ad alterare ingiustamente l'equilibrio fra l'eguale diritto alla vita della madre e del figlio non nato. In questo campo, la recente decisione della Corte Interamericana dei Diritti Umani relativa alla fecondazione *in vitro*, che ridefinisce arbitrariamente il momento del concepimento e indebolisce la difesa della vita prenatale, è ugualmente fonte di preoccupazione.

Purtroppo, soprattutto nell'Occidente, vi sono numerosi equivoci sul significato dei diritti umani e dei doveri ad essi correlati. Non di rado i diritti sono confusi con esacerbate manifestazioni di autonomia della persona, che diventa autoreferenziale, non più aperta all'incontro con Dio e con gli altri, ma ripiegata su se stessa nel tentativo di soddisfare i propri bisogni. Per essere autentica, la difesa dei diritti deve, al contrario, considerare l'uomo nella sua integralità personale e comunitaria.

Proseguendo nella nostra riflessione, vale la pena di sottolineare come l'educazione sia un'altra via privilegiata per la costruzione della pace. Ce lo insegna, fra l'altro, l'odierna crisi economica e finanziaria. Essa si è sviluppata perché troppo spesso è stato assolutizzato il profitto, a scapito del lavoro, e ci si è avventurati senza freni sulle strade dell'economia finanziaria, piuttosto che di quella reale. Occorre dunque recuperare il senso del lavoro e di un profitto ad esso proporzionato. A tal fine, giova educare a resistere alle tentazioni degli interessi particolari e a breve termine, per orientarsi piuttosto in direzione del bene comune. Inoltre, è urgente formare i

leaders, che, in futuro, guideranno le istituzioni pubbliche nazionali ed internazionali (cfr *Messaggio per la XLVI Giornata Mondiale della Pace*, 8 dicembre 2012, 6). Anche l'Unione Europea ha bisogno di Rappresentanti lungimiranti e qualificati, per compiere le scelte difficili che sono necessarie per risanare la sua economia e porre basi solide per il suo sviluppo. Da soli alcuni Paesi andranno forse più veloci, ma, insieme, tutti andranno certamente più lontano! Se preoccupa l'indice differenziale tra i tassi finanziari, dovrebbero destare sgomento le crescenti differenze fra pochi, sempre più ricchi, e molti, irrimediabilmente più poveri. Si tratta, insomma, di non rassegnarsi allo "*spread* del benessere sociale", mentre si combatte quello della finanza.

Investire nell'educazione nei Paesi in via di sviluppo dell'Africa, dell'Asia e dell'America Latina significa aiutarli a vincere la povertà e le malattie, come pure a realizzare sistemi di diritto equi e rispettosi della dignità umana. E' chiaro che, per affermare la giustizia, non bastano buoni modelli economici, per quanto essi siano necessari. La giustizia si realizza soltanto se ci sono persone giuste! Costruire la pace significa pertanto educare gli individui a combattere la corruzione, la criminalità, la produzione ed il traffico della droga, nonché ad evitare divisioni e tensioni, che rischiano di sfibrare la società, ostacolandone lo sviluppo e la pacifica convivenza. Continuando la nostra odierna conversazione, vorrei aggiungere che la pace sociale è messa in pericolo anche da alcuni attentati alla libertà religiosa: talvolta si tratta di marginalizzazioni della religione nella vita sociale; in altri casi di intolleranza, o persino di violenza nei confronti di persone, di simboli identitari e di istituzioni religiose. Capita anche che ai credenti - e ai cristiani in modo particolare - sia impedito di contribuire al bene comune con le loro istituzioni educative ed assistenziali. Per salvaguardare effettivamente l'esercizio della libertà religiosa è poi essenziale rispettare il diritto all'obiezione di coscienza. Questa "frontiera" della libertà tocca dei principi di grande importanza, di carattere etico e religioso, radicati nella dignità stessa della persona umana. Essi sono come i "muri portanti" di ogni società che voglia essere veramente libera e democratica. Pertanto, vietare l'obiezione di coscienza individuale ed istituzionale, in nome della libertà e del pluralismo, paradossalmente aprirebbe invece le porte proprio all'intolleranza e al livellamento forzato.

Inoltre, in un mondo dai confini sempre più aperti, costruire la pace mediante il dialogo non è una scelta, ma una necessità! In questa prospettiva la Dichiarazione congiunta tra il Presidente della Conferenza Episcopale Polacca e il Patriarca di Mosca, firmata nello scorso mese di agosto, è un segno forte dato dai credenti per favorire i rapporti fra il Popolo russo e il Popolo polacco. Parimenti, desidero menzionare l'accordo di pace recentemente raggiunto nelle Filippine e, in modo particolare, sottolineare il ruolo del dialogo tra le religioni per una convivenza pacifica nella regione di Mindanao.

Eccellenze, Signore e Signori,

al termine dell'Enciclica *Pacem in terris*, di cui quest'anno ricorre il cinquantenario, il mio Predecessore Beato Giovanni XXIII, ricordava che la pace rimane «solo suono di parole» se non è vivificata e integrata dalla carità (AAS 55 [1963], 303). Dunque, quest'ultima è al cuore dell'azione diplomatica della Santa Sede e, prima ancora, della sollecitudine del Successore di Pietro e di tutta la Chiesa cattolica. La carità non sostituisce la giustizia negata, ma d'altra parte la giustizia non supplisce la carità rifiutata. La Chiesa pratica quotidianamente la carità nelle opere assistenziali, quali ospedali e dispensari, ed educative, quali orfanotrofi, scuole, collegi, università, nonché con l'assistenza fornita alle popolazioni in difficoltà, specialmente durante e dopo i conflitti. In nome della carità la Chiesa vuol'essere vicina anche a quanti soffrono a causa delle calamità naturali. Penso alle vittime delle inondazioni nel Sud-Est asiatico e dell'uragano che ha colpito la costa orientale degli Stati Uniti d'America. Penso anche a coloro che hanno subito il forte terremoto, che ha devastato alcune Regioni dell'Italia settentrionale. Come sapete, ho voluto recarmi personalmente in questi luoghi, dove ho potuto constatare l'ardente desiderio con cui s'intende ricostruire ciò che è andato distrutto. Auspico che, in questo momento della sua storia, tale spirito di tenacia e di impegno condiviso animi tutta la diletta Nazione italiana.

Concludendo il nostro incontro, vorrei ricordare che al termine del Concilio Vaticano II – inaugurato proprio cinquant'anni or sono – il Venerabile Papa Paolo VI indirizzò alcuni Messaggi che sono sempre di attualità, uno dei quali destinato a tutti i Governanti. Li esortò in questi termini: «Tocca a voi essere sulla terra i promotori dell'ordine e della pace tra gli uomini. Ma non lo dimenticate: è Dio (...) il grande artefice dell'ordine e della pace sulla terra» (*Messaggio ai Governanti*, 8 dicembre 1965, 3). Oggi faccio mie queste considerazioni, nel formulare a Voi, Signore e Signori Ambasciatori e distinti Membri del Corpo Diplomatico, alle Vostre famiglie e ai Vostri Collaboratori, i più fervidi auguri per il Nuovo Anno. Grazie!

[00024-01.01] [Testo originale: Francese]

• **TRADUZIONE IN LINGUA TEDESCA**

Exzellenzen!

Sehr geehrte Damen und Herren!

Es ist mir eine Freude, Sie, geschätzte Mitglieder des beim Heiligen Stuhl akkreditierten Diplomatischen Korps, wie zu Beginn eines jeden neuen Jahres zu empfangen und Ihnen meine persönlichen Grüße und Wünsche auszusprechen. Darin schließe ich gerne die Nationen ein, die Sie vertreten und die ich meines fortwährenden Gedenkens und meines Gebetes versichere. Ich danke besonders dem Doyen Botschafter Alejandro Valladares Lanza sowie dem Vize-Doyen Botschafter Jean-Claude Michel für die ehrerbietigen Worte, die sie in Ihrer aller Namen an mich gerichtet haben. Insbesondere möchte ich dann diejenigen begrüßen, die zum ersten Mal an dieser Begegnung teilnehmen. Ihre Anwesenheit ist ein bedeutsames und geschätztes Zeichen für die fruchtbaren Beziehungen, welche die katholische Kirche auf der ganzen Welt mit den staatlichen Autoritäten unterhält. Es handelt sich um einen Dialog, dem das ganzheitliche Wohl jedes Menschen – das geistige und das materielle – am Herzen liegt und der danach strebt, überall seine transzendente Würde zu fördern. Wie ich in meiner Ansprache anlässlich des letzten öffentlichen ordentlichen Konsistoriums zur Kreierung neuer Kardinäle gesagt habe, „ist die Kirche von Anfang an kat’holon ausgerichtet, sie umfaßt das ganze Universum“ und mit ihm alle Völker, Kulturen und Traditionen. Diese „Ausrichtung“ stellt keine Einmischung in das Leben der verschiedenen Gesellschaften dar, sondern dient vielmehr dazu, das rechte Gewissen ihrer Bürger zu erleuchten und sie einzuladen, für das Wohl jedes Menschen und den Fortschritt der Menschheit zu arbeiten. In dieser Perspektive und um die fruchtbare Zusammenarbeit zwischen Kirche und Staat im Dienst am Gemeinwohl zu fördern, wurden im vergangenen Jahr bilaterale Abkommen zwischen dem Heiligen Stuhl und Burundi wie auch mit Äquatorialguinea unterzeichnet, und jenes mit Montenegro wurde ratifiziert. In demselben Geist beteiligt sich der Heilige Stuhl an den Arbeiten verschiedener internationaler Organisationen und Institutionen. Diesbezüglich freue ich mich, daß im vergangenen Dezember sein Antrag auf einen extraregionalen Beobachterstatus beim Zentralamerikanischen Integrationssystem angenommen wurde, auch aufgrund des Beitrags, den die katholische Kirche in verschiedenen Bereichen der Gesellschaft in dieser Region leistet. Die Besuche einiger Staats- und Regierungschefs im Laufe des vergangenen Jahres wie auch die unvergeßlichen Apostolischen Reisen nach Mexiko und Kuba sowie in den Libanon waren günstige Gelegenheiten, um das staatsbürgerliche Engagement der Christen in diesen Ländern zu stärken wie auch die Würde des Menschen und die Grundlagen des Friedens zu fördern.

An dieser Stelle möchte ich auch gerne die wertvolle Arbeit erwähnen, die von den Päpstlichen Vertretern im ständigen Dialog mit Ihren Regierungen geleistet wird. Ich erinnere besonders an die Wertschätzung, der sich der Apostolische Nuntius in Côte d’Ivoire Erzbischof Ambrose Madtha erfreute, der vor einem Monat zusammen mit seinem Chauffeur auf tragische Weise bei einem Verkehrsunfall ums Leben gekommen ist.

Meine Damen und Herren Botschafter!

Das Lukasevangelium berichtet, daß die Hirten in der Weihnachtsnacht die Engelschöre gehört haben, die Gott lobten und den Frieden für die Menschheit verkündeten. Der Evangelist hebt so die enge Beziehung zwischen Gott und dem sehnlichen Wunsch der Menschen aller Zeiten hervor, die Wahrheit zu kennen, die Gerechtigkeit zu üben und in Frieden zu leben (vgl. sel. Johannes XXIII., Enzyklika *Pacem in terris*: AAS 55 [1963], 257). Heute ist man manchmal verleitet zu denken, daß Wahrheit, Gerechtigkeit und Frieden Utopien seien und sich gegenseitig ausschließen. Die Wahrheit zu kennen scheint unmöglich, und die Anstrengungen, sie zu bekräftigen, scheinen oft in Gewalt zu münden. Andererseits besteht nach einer inzwischen weitverbreiteten Auffassung das Engagement für den Frieden nur in der Suche nach Kompromissen, die das Zusammenleben zwischen den Völkern oder unter den Bürgern innerhalb einer Nation gewährleisten. Aus christlicher Sicht hingegen gibt es eine enge Verbindung zwischen der Verherrlichung Gottes und dem Frieden der Menschen auf Erden, so daß der Friede nicht von einem bloß menschlichen Bemühen kommt, sondern Teilnahme an der Liebe Gottes selbst ist. Und es ist gerade die Gottvergessenheit und nicht seine Verherrlichung, die Gewalt erzeugt. Wenn man nämlich aufhört, sich auf eine objektive und transzendente Wahrheit zu beziehen, wie ist es dann möglich, einen echten Dialog zu führen? Wie kann man in diesem Fall vermeiden, daß offene und versteckte

Gewalt zur letzten Regel der menschlichen Beziehungen werden? Ohne eine Offenheit auf das Transzendente hin wird der Mensch tatsächlich leicht zur Beute des Relativismus, und dann fällt es ihm schwer, gerecht zu handeln und sich für den Frieden einzusetzen.

Zu den Ausdrucksformen der Gottvergessenheit kann man jene hinzufügen, die auf die Unkenntnis seines wahren Gesichts zurückzuführen sind. Diese ist die Ursache eines schädlichen Fanatismus religiösen Ursprungs, der auch im Jahr 2012 in einigen hier vertretenen Ländern Opfer gefordert hat. Wie ich schon einmal gesagt habe, handelt es sich um eine Verzerrung der Religion selbst, da diese doch im Gegenteil danach strebt, den Menschen mit Gott zu versöhnen, die Gewissen zu erleuchten und zu reinigen und deutlich zu machen, daß jeder Mensch ein Abbild des Schöpfers ist.

Wenn also die Verherrlichung Gottes und der Friede auf Erden eng miteinander verbunden sind, so scheint es offensichtlich, daß der Friede zugleich Gabe Gottes und Aufgabe des Menschen ist, weil dieser seine freie und bewußte Antwort erfordert. Aus diesem Grund habe ich die jährliche Botschaft zum Weltfriedenstag mit dem Titel „*Selig, die Frieden stiften*“ überschrieben. Vor allem auf den Vertretern des öffentlichen und politischen Lebens liegt die große Verantwortung, für den Frieden zu arbeiten. Sie sind als erste aufgerufen, die zahlreichen Konflikte zu lösen, die fortwährend die Menschheit mit Blut überziehen, angefangen bei der im Plan Gottes privilegierten Region des Nahen Ostens. Ich denke zunächst an Syrien, das unablässig von Massakern zerrissen wird und Schauplatz schrecklicher Leiden unter der Zivilbevölkerung ist. Ich erneuere meinen Aufruf, die Waffen niederzulegen, damit so bald wie möglich der konstruktive Dialog maßgebend wird, um einen Konflikt zu beenden, in dem es keine Sieger, sondern nur Verlierer geben wird und der, wenn er andauert, nur ein Feld von Ruinen zurücklassen wird. Meine Damen und Herren Botschafter, ich bitte Sie, Ihre Regierungen weiter dafür zu sensibilisieren, daß dringend die unerläßlichen Hilfen bereitgestellt werden, um der ersten humanitären Lage entgegenzutreten. Sehr aufmerksam schaue ich sodann auf das Heilige Land. Im Anschluß an die Zuerkennung des Beobachterstatus als Nichtmitgliedsstaat der Vereinten Nationen an Palästina wiederhole ich den Wunsch, daß mit der Unterstützung der internationalen Gemeinschaft Israelis und Palästinenser sich für ein friedliches Zusammenleben im Rahmen zweier souveräner Staaten einsetzen, wo die Einhaltung der Gerechtigkeit und die legitimen Bestrebungen beider Völker gewahrt und garantiert werden. Jerusalem, werde was dein Name bedeutet! Stadt des Friedens und nicht der Spaltung; Prophetie des Reiches Gottes und nicht Botschaft der Instabilität und des Gegeneinanders!

Meine Gedanken gehen ferner zur geschätzten irakischen Bevölkerung. Ich wünsche, daß sie den Weg der Versöhnung geht, um zur ersehnten Stabilität zu gelangen.

Im Libanon, dessen verschiedene wesentliche Realitäten ich im vergangenen September kennengelernt habe, möge die Vielfalt an religiösen Traditionen von allen als ein wahrer Reichtum für das Land und die ganze Region gepflegt werden und mögen die Christen ein wirksames Zeugnis geben für den Aufbau einer Zukunft in Frieden mit allen Menschen guten Willens.

Auch in Nordafrika ist die Zusammenarbeit aller Teile der Gesellschaft vorrangig. Jedem von ihnen muß das volle Bürgerrecht garantiert werden, die Freiheit, öffentlich seine Religion zu bekennen, und die Möglichkeit, zum Gemeinwohl beizutragen. Ich versichere allen Ägyptern meine Nähe und mein Gebet in dieser Zeit, da neue Institutionen eingesetzt werden.

Mit Blick auf das subsaharische Afrika ermutige ich die Bemühungen, den Frieden aufzubauen, besonders dort, wo die Wunden der Kriege noch offen sind und wo die Last der humanitären Folgen groß ist. Ich denke besonders an die Region am Horn von Afrika wie auch an den Osten der Demokratischen Republik Kongo, wo die Gewalt von neuem aufgeflammt ist und viele Menschen gezwungen hat, ihre Häuser, ihre Familien und Lebensbereiche zu verlassen. Gleichzeitig kann ich andere Bedrohungen nicht unerwähnt lassen, die sich am Horizont abzeichnen. In regelmäßigen Abständen ist Nigeria Schauplatz terroristischer Attentate, die Opfer fordern – vor allem unter Christen, die zum Gebet versammelt sind, so als wolle der Haß die Stätten des Gebets und des Friedens in ebenso viele Orte der Angst und der Spaltung verwandeln. Mit großer Trauer habe ich vernommen, daß selbst in den Tagen, an denen wir Weihnachten feiern, Christen auf barbarische Weise umgebracht wurden. Auch Mali wird von Gewalt zerrüttet und von einer tiefen institutionellen und

gesellschaftlichen Krise heimgesucht, die eine effiziente Wachsamkeit seitens der internationalen Gemeinschaft auslösen muß. Ich hoffe, daß in der Republik Zentralafrika die für die kommenden Tage angekündigten Verhandlungen die Stabilität wiederherstellen und der Bevölkerung ersparen, die Furcht des Bürgerkrieges wieder zu erleben.

Der Aufbau des Friedens geht immer wieder neu über den Schutz des Menschen und seiner Grundrechte. Dieses Ziel, auch wenn es auf verschiedene Weise und unterschiedlich intensiv verfolgt wird, fordert alle Länder heraus und muß unentwegt von der transzendenten Würde des Menschen und von den seiner Natur eingeschriebenen Prinzipien inspiriert werden. Unter diesen steht an erster Stelle die Achtung des menschlichen Lebens in allen seinen Phasen. In dieser Hinsicht habe ich mich gefreut, daß eine Resolution der Parlamentarischen Versammlung des Europarates im Januar letzten Jahres das Verbot der Euthanasie gefordert hat im Sinne vorsätzlicher Tötung eines abhängigen Menschen durch eine Tat oder Unterlassung. Zugleich muß ich mit Trauer feststellen, daß verschiedene Länder, auch solche christlicher Tradition, daran gearbeitet haben, eine Gesetzgebung einzuführen oder auszuweiten, welche die Abtreibung straffrei stellt. Die direkte, d. h. als Ziel oder Mittel gewollte Abtreibung steht schwer im Gegensatz zum Sittengesetz. Wenn die Kirche dies feststellt, fehlt es ihr nicht an Verständnis und Wohlwollen gegenüber der Mutter. Es geht vielmehr darum, darüber zu wachen, daß das Gesetz nicht dahin gelangt, das Gleichgewicht zwischen dem Recht auf Leben der Mutter und dem Recht des Kindes geboren zu werden, die beide von gleicher Art sind, ungerecht zu verändern. In dieser Frage bereitet ebenso Sorge die jüngste Entscheidung des interamerikanischen Gerichtshofes für Menschenrechte hinsichtlich der In-vitro-Fertilisation, die den Augenblick der Empfängnis willkürlich bestimmt und die Verteidigung des werdenden Lebens schwächt.

Leider gibt es vor allem in der westlichen Welt viele Mißverständnisse über die Bedeutung der Menschenrechte und der damit verbundenen Pflichten. Die Rechte werden oft mit übertriebenen Ausdrucksformen der Autonomie des Menschen verwechselt, die selbstbezogen wird, nicht mehr offen ist für die Begegnung mit Gott und mit den anderen und die sich verschließt in der Suche, allein die eigenen Bedürfnisse zu befriedigen. Im Gegenteil, die Verteidigung der Rechte muß den Menschen in seiner Ganzheit als Person und Gemeinschaftswesen betrachten – dann ist sie authentisch.

Wenn wir nun unsere Überlegungen fortführen, lohnt es sich zu unterstreichen, daß die Bildung ein weiterer bevorzugter Weg für den Aufbau des Friedens ist. Dies lehrt uns unter anderem die gegenwärtige Wirtschafts- und Finanzkrise. Diese ist entstanden, weil der Profit zu oft auf Kosten der Arbeit verabsolutiert wurde und weil man sich ungezügelt eher auf die Wege der Finanzwirtschaft eingelassen hat, als auf die Wege der realen Wirtschaft zu setzen. Es ist daher notwendig, den Sinn der Arbeit und eines ihr angemessenen Profits wiederzufinden. Hierfür ist es nützlich, dahin zu erziehen, den Versuchungen von kurzfristigen Sonderinteressen zu widerstehen, um sich vielmehr am Gemeinwohl zu orientieren. Andererseits ist es dringlich, die *Leader* heranzubilden, die in der Zukunft die nationalen und internationalen Institutionen leiten werden (vgl. *Botschaft zum 46. Weltfriedenstag 2013*, 8. Dezember 2012, Nr. 6). Auch die Europäische Union braucht weitsichtige und qualifizierte Vertreter, um die schwierigen Entscheidungen zu treffen, die notwendig sind, um ihre Wirtschaft zu sanieren und solide Grundlagen für ihre Entwicklung zu schaffen. Allein mögen vielleicht einige Länder schneller vorwärtskommen, aber gemeinsam kommen alle gewiß noch weiter! Wenn der Differentialindex zwischen den Finanzsteuern Anlaß zur Sorge gibt, müßten die zunehmenden Unterschiede zwischen wenigen, die immer reicher werden, und vielen, die hoffnungslos ärmer werden, Bestürzung erwecken. Mit einem Wort, es geht darum, sich nicht mit dem „Spread des sozialen Wohlstands“ abzufinden, während der Finanzspread bekämpft wird.

In die Bildung in den Entwicklungsländern in Afrika, Asien und Lateinamerika zu investieren bedeutet, ihnen zu helfen, die Armut und die Krankheiten zu besiegen wie auch gerechte Rechtssysteme zu schaffen, die die Menschenwürde achten. Es ist unstreitig, daß gute Wirtschaftsmodelle nicht ausreichen, um Gerechtigkeit in die Tat umzusetzen, so sehr sie auch notwendig sind. Gerechtigkeit verwirklicht sich nur, wenn es gerechte Menschen gibt! Den Frieden aufbauen heißt daher, die Menschen zu erziehen, Korruption, Kriminalität, Drogenproduktion und -handel zu bekämpfen. Es bedeutet ebenso, Spaltungen und Spannungen zu vermeiden, welche die Gesellschaft aufzureiben drohen, weil sie ihre Entwicklung und das friedliche Zusammenleben behindern.

Unseren heutigen Ausführungen möchte ich weiter anfügen, daß der gesellschaftliche Friede auch durch gewisse Verstöße gegen die Religionsfreiheit gefährdet wird: Manchmal handelt es sich um die Marginalisierung der Religion im gesellschaftlichen Leben; in anderen Fällen um Intoleranz oder sogar Gewalt gegen Personen, Identitätssymbole und religiöse Institutionen. Es kommt auch vor, daß Gläubige – besonders Christen – daran gehindert werden, durch ihre Bildungs- und Fürsorgeeinrichtungen zum Gemeinwohl beizutragen. Um die Ausübung der Religionsfreiheit wirksam zu schützen, ist dann notwendig, das Recht auf Einwand aus Gewissensgründen zu respektieren. Diese „Grenze“ der Freiheit berührt Prinzipien von großer Bedeutung und von ethischem und religiösem Charakter, die in der Würde des Menschen selbst verwurzelt sind. Sie sind wie die „Tragmauern“ einer jeden Gesellschaft, die wirklich frei und demokratisch sein will. Den Einwand aus Gewissensgründen des einzelnen oder von Institutionen im Namen der Freiheit und des Pluralismus zu verbieten, würde folglich bedeuten, doch paradoxerweise der Intoleranz und der erzwungenen Gleichmachung die Türen zu öffnen.

In einer Welt mit immer offeneren Grenzen den Frieden durch den Dialog aufzubauen, ist im übrigen nicht eine Möglichkeit, zu der man sich entscheiden kann, sondern eine Notwendigkeit! Aus dieser Sicht ist die gemeinsame Erklärung des Vorsitzenden der Polnischen Bischofskonferenz und des Patriarchen von Moskau, die im vergangenen August unterzeichnet wurde, ein bedeutungsvolles Zeichen, das den Gläubigen gegeben wurde, um die Beziehungen zwischen dem russischen und dem polnischen Volk zu fördern. Ebenso möchte ich das jüngste Friedensabkommen auf den Philippinen erwähnen und die Rolle des Dialogs zwischen den Religionen für ein friedliches Zusammenleben in der Region Mindanao hervorheben.

Exzellenzen! Meine Damen und Herren!

Am Ende der Enzyklika *Pacem in terris*, deren fünfzigster Jahrestag in diesem Jahr gefeiert wird, hat mein Vorgänger, der selige Johannes XXIII., daran erinnert, daß der Friede nur „ein leeres Wort“ bleibt, wenn er nicht von der Nächstenliebe erfüllt und vervollständigt wird (vgl. AAS 55 [1963], 303). Diese steht auch im Mittelpunkt des diplomatischen Wirkens des Heiligen Stuhls und vor allem der Sorge des Nachfolgers Petri und der ganzen katholischen Kirche. Nächstenliebe ersetzt nicht verneinte Gerechtigkeit, aber andererseits ergänzt Gerechtigkeit auch nicht verweigerter Nächstenliebe. Die Kirche übt täglich die Nächstenliebe in ihren Fürsorgewerken wie Spitälern und Krankenstationen, in ihren Bildungseinrichtungen wie Waisenhäusern, Schulen, Kollegien und Universitäten sowie durch die Betreuung der Bevölkerungen in Not, besonders während und nach Konflikten. Im Namen der Nächstenliebe möchte die Kirche auch all jenen nahe sein, die infolge von Naturkatastrophen leiden. Ich denke an die Opfer der Überschwemmungen in Südostasien und des Hurrikans, der die Ostküste der Vereinigten Staaten von Amerika getroffen hat. Ich denke auch an jene, die unter dem starken Erdbeben gelitten haben, das einige Regionen Norditaliens zerstört hat. Wie Sie wissen, habe ich mich persönlich an diese Orte begeben und dort den sehnlichen Wunsch sehen können, wieder aufzubauen, was zerstört wurde. In diesem Moment der Geschichte Italiens wünsche ich, daß dieser Geist des Durchhaltevermögens und des gemeinsamen Engagements die ganze geschätzte Nation belebe.

Am Schluß dieser Begegnung möchte ich daran erinnern, daß der Diener Gottes Papst Paul VI. am Ende des II. Vatikanischen Konzils – seine Eröffnung war vor fünfzig Jahren – einige Botschaften erlassen hat, die immer noch aktuell sind. Eine davon war an alle Regierenden gerichtet, die er mit diesen Worten aufgerufen hat: „Ihnen kommt es zu, auf Erden Ordnung und Frieden unter den Menschen zu fördern. Aber vergessen Sie nicht: Es ist Gott, [...] von dem die Ordnung und der Friede auf Erden kommt“ (*Botschaft an die Regierenden*, 8. Dezember 1965, Nr. 3). Diese Überlegungen mache ich heute mir zu eigen und entbiete Ihnen, meine Damen und Herren Botschafter und geschätzte Mitglieder des Diplomatischen Korps, Ihren Familien und Ihren Mitarbeitern meine besten Wünsche zum Neuen Jahr. Vielen Dank!

[00024-05.01] [Originalsprache: Französisch]

TRADUZIONE IN LINGUA SPAGNOLA

Excelencias,
Señoras y Señores

Como al inicio de cada nuevo año, me alegra recibirlos, distinguidos miembros del Cuerpo diplomático acreditado ante la Santa Sede, para expresar mi saludo y mis deseos personales, que extendiendo complacido a las amadas naciones que representáis, a las que aseguro mi recuerdo y oración constante. Agradezco particularmente a vuestro Decano, el Embajador Alejandro Valladares Lanza, y al Vice-decano, Embajador Jean-Claude Michel, sus deferentes palabras en nombre de todos. Deseo saludar de modo especial a los que participan por primera vez en este encuentro. Su presencia es un apreciado signo revelador de las relaciones fructíferas que la Iglesia católica mantiene con las autoridades civiles del mundo entero. Se trata de un diálogo que tiene como interés el bien integral, espiritual y material de todo hombre, y que busca promover por todas partes su dignidad trascendente. Como recordé en mi alocución del último consistorio ordinario público para la creación de nuevos cardenales, «ya desde sus comienzos, la Iglesia está orientada *kat'holon*, abraza a todo el universo» y con él a todo pueblo, cultura y tradición. Esta «orientación» no supone una ingerencia en la vida de las distintas sociedades, sino que sirve para iluminar la conciencia recta de sus ciudadanos y para invitarlos a trabajar por el bien de cada persona y el progreso del género humano. Con este motivo, y para favorecer una colaboración fructífera entre la Iglesia y el Estado al servicio del bien común, el año pasado se firmaron acuerdos bilaterales entre la Santa Sede y Burundi, así como con Guinea Ecuatorial, mientras que el de Montenegro fue ratificado. En ese mismo espíritu, la Santa Sede toma parte en los trabajos de las distintas organizaciones e instituciones internacionales. En este sentido, me complace que, en el pasado mes de diciembre, se aceptara su petición de convertirse en observador extrarregional en el Sistema de Integración de América central, en virtud también de la aportación que la Iglesia católica ofrece en muchos sectores de las sociedades de esa Región. Las visitas de diversos Jefes de Estado y de gobierno que he recibido durante el año transcurrido, así como los inolvidables viajes apostólicos efectuados a México, Cuba y Líbano, han sido una ocasión privilegiada para fortalecer el compromiso cívico de los cristianos en esos países, así como para promover la dignidad de la persona humana y los fundamentos de la paz.

En este lugar, me complace asimismo mencionar el valioso trabajo desempeñado por los Representantes pontificios, en diálogo constante con vuestros gobiernos. Deseo recordar en particular la estima de la que era objeto Monseñor Ambrose Madtha, Nuncio apostólico en Costa de Marfil, que hace un mes pereció trágicamente en un accidente de tráfico, junto con el conductor que lo acompañaba.

Señoras y Señores embajadores.

El evangelio de Lucas nos narra que los pastores, en la noche de Navidad, escucharon los coros angélicos que glorificaban a Dios e invocaban la paz sobre la humanidad. El evangelista subraya así la estrecha relación entre Dios y el deseo ardiente del hombre de cualquier época de conocer la verdad, de practicar la justicia y vivir en paz (cf. Beato Juan XXIII, *Pacem in terris*: AAS 55 [1963], 257). A veces hoy se nos hace creer que la verdad, la justicia y la paz son una utopía y que se excluyen mutuamente. Parece imposible conocer la verdad y los esfuerzos por afirmarla parece que desembocan con frecuencia en la violencia. Por otra parte, y de acuerdo con una concepción muy difundida, el empeño por la paz consistiría en una búsqueda de compromisos que garanticen la convivencia entre los pueblos o entre los ciudadanos dentro de una nación. Desde el punto de vista cristiano, por el contrario, existe un vínculo íntimo entre la glorificación de Dios y la paz de los hombres sobre la tierra, de modo que la paz no es fruto de un simple esfuerzo humano sino que participa del mismo amor de Dios. Y es precisamente este olvido de Dios, en lugar de su glorificación, lo que engendra la violencia. En efecto, ¿cómo se puede llevar a cabo un diálogo auténtico cuando ya no hay una referencia a una verdad objetiva y trascendente? En este caso, ¿cómo se puede impedir el que la violencia, explícita u oculta, no se convierta en la norma última de las relaciones humanas? En realidad, sin una apertura a la trascendencia, el hombre cae fácilmente presa del relativismo, resultándole difícil actuar de acuerdo con la justicia y trabajar por la paz.

A estas manifestaciones del olvido de Dios se pueden añadir las que son debidas a la ignorancia de su verdadero rostro, que es la causa del fanatismo pernicioso de matriz religiosa, y que también en 2012 ha provocado víctimas en algunos países aquí representados. Como ya he afirmado, se trata de una falsificación de la religión misma, ya que ésta por el contrario busca reconciliar al hombre con Dios, iluminar y purificar las conciencias y dejar claro que todo hombre es imagen del Creador.

Así pues, si la glorificación de Dios y la paz en la tierra están estrechamente relacionadas entre ellas, es

evidente que la paz es, al mismo tiempo, don de Dios y tarea del hombre, puesto que exige su respuesta libre y consciente. Por esta razón he querido titular el Mensaje anual para la Jornada Mundial de la Paz:

Bienaventurados los que trabajan por la paz. Compete ante todo a las autoridades civiles y políticas la grave responsabilidad de trabajar por la paz. Ellas son las primeras que tienen la obligación de resolver los numerosos conflictos que siguen ensangrentando a la humanidad, empezando por esta Región privilegiada en el designio de Dios que es Oriente Medio. Pienso ante todo en Siria, desgarrada por incesantes masacres y teatro de espantosos sufrimientos entre la población civil. Renuevo mi llamamiento para que se depongan las armas y prevalezca cuanto antes un diálogo constructivo que ponga fin a un conflicto que, de continuar, no conocerá vencedores sino sólo vencidos, dejando atrás sólo ruinas. Permitidme, Señoras y Señores Embajadores, que os pida que sigáis sensibilizando a vuestras Autoridades, para que se faciliten urgentemente las ayudas indispensables para afrontar la grave situación humanitaria. Miro además con especial atención a Tierra Santa. Después del reconocimiento de Palestina como Estado Observador no Miembro de las Naciones Unidas, renuevo el deseo de que israelíes y palestinos, con el apoyo de la Comunidad internacional, se comprometan en una convivencia pacífica dentro del marco de dos estados soberanos, en el que se preserven y garanticen el respeto de la justicia y las aspiraciones legítimas de los dos pueblos. Jerusalén, que seas lo que tu nombre significa. Ciudad de la paz y no de la división; profecía del Reino de Dios y no mensaje de inestabilidad y oposición.

Dirigiendo mi atención a la querida población iraquí, deseo que pueda recorrer el camino de la reconciliación, para llegar a la estabilidad deseada.

En Líbano, donde en el pasado mes de septiembre he encontrado sus diversas realidades constitutivas, que todos cultiven la pluralidad de tradiciones religiosas como una verdadera riqueza para el país, así como para toda la región, y que los cristianos den un testimonio eficaz para la construcción de un futuro de paz con todos los hombres de buena voluntad.

La colaboración de todos los miembros de la sociedad es también prioritaria en África del Norte y, a cada uno de ellos se le ha de garantizar la plena ciudadanía, la libertad de profesar públicamente su religión y la posibilidad de contribuir al bien común. Aseguro mi cercanía y oración a todos los egipcios, en este período en que se implementan nuevas instituciones.

Dirigiendo la mirada a África subsahariana, aliento los esfuerzos para construir la paz, sobre todo allí donde permanece abierta la plaga de la guerra, con graves consecuencias humanitarias. Pienso particularmente en la región del Cuerno de África, como también en la del este de la República Democrática del Congo, donde las violencias se han reavivado, obligando a numerosas personas a abandonar sus casas, sus familias y sus ambientes. Al mismo tiempo, no puedo dejar de mencionar otras amenazas que se perfilan en el horizonte. A intervalos regulares, Nigeria es el teatro de atentados terroristas que provocan víctimas, sobre todo entre los fieles cristianos reunidos en oración, como si el odio quisiera transformar los templos de oración y de paz en centros de miedo y división. He sentido una gran tristeza al saber que, precisamente en los días en que celebrábamos la Navidad, unos cristianos fueron asesinados de modo bárbaro. Malí está también desgarrada por la violencia y marcada por una profunda crisis institucional y social, que exige una atención eficaz por parte de la Comunidad internacional. Espero que las negociaciones anunciadas para los próximos días en la República Centroafricana devuelvan la estabilidad y eviten que la población reviva los horrores de la guerra civil.

La construcción de la paz pasa siempre por la protección del hombre y de sus derechos fundamentales. Esta tarea, incluso cuando se lleva a cabo con diversa modalidad e intensidad, interpela a todos los países y debe estar constantemente inspirada por la dignidad trascendente de la persona humana y por los principios inscritos en su naturaleza. Entre estos figura en primer lugar el respeto de la vida humana, en todas sus fases. A este propósito, me alegra que una Resolución de la Asamblea parlamentaria del Consejo de Europa, en enero del año pasado, haya solicitado la prohibición de la eutanasia, entendida como la muerte voluntaria, por acción o por omisión, de un ser humano en estado de dependencia. Al mismo tiempo, compruebo con tristeza cómo en diversos países de tradición cristiana se pretenden introducir o ampliar legislaciones que despenalizan o liberalizan el aborto. El aborto directo, es decir, querido como fin o como medio, es gravemente contrario a la ley moral. Cuando afirma esto, la Iglesia no deja de tener comprensión y benevolencia, también hacia la madre.

Se trata, más bien, de velar para que la ley no llegue a alterar injustamente el equilibrio entre el derecho a la vida de la madre y el del niño no nacido, que pertenece a ambos por igual. En este ámbito, es una fuente de preocupación el reciente fallo de la Corte interamericana de derechos del hombre, relativo a la fecundación *in vitro*, que redefine arbitrariamente el momento de la concepción y debilita la defensa de la vida prenatal.

Sobre todo en Occidente, se encuentran lamentablemente muchos equívocos sobre el significado de los derechos del hombre y los deberes que le están unidos. Los derechos se confunden con frecuencia con manifestaciones exacerbadas de autonomía de la persona, que se convierte en autorreferencial, ya no está abierta al encuentro con Dios y con los demás y se repliega sobre ella misma buscando únicamente satisfacer sus propias necesidades. Por el contrario, la defensa auténtica de los derechos ha de contemplar al hombre en su integridad personal y comunitaria.

Siguiendo nuestra reflexión, vale la pena subrayar que la educación es otra vía privilegiada para la construcción de la paz. Nos lo enseña, entre otras cosas, la crisis económica y financiera actual. Ésta se ha desarrollado porque se ha absolutizado con demasiada frecuencia el beneficio, en perjuicio del trabajo, y porque se ha aventurado de modo desenfrenado por el camino de la economía financiera en vez de la economía real. Conviene encontrar de nuevo el sentido del trabajo y de un beneficio que sea proporcionado. A este respecto, sería bueno educar para resistir la tentación del interés particular y a corto plazo, para orientarse más bien hacia el bien común. Por otra parte, es urgente la formación de *líderes* que guíen en el futuro las instituciones públicas nacionales e internacionales (cf. *Mensaje para la XLVI Jornada Mundial de la Paz*, 8 diciembre 2012, n. 6). La Unión Europea necesita también de Representantes clarividentes y cualificados que tomen las difíciles decisiones que se necesitan para enderezar su economía y poner las bases sólidas de su desarrollo. Algunos países posiblemente irían más rápido solos, pero todos, juntos, irán ciertamente más lejos. Si el índice diferencial entre los tipos financieros constituye una preocupación, las crecientes diferencias entre un pequeño número, cada vez más rico, y un gran número, irremediablemente más pobre, debería despertar preocupación. Se trata, en una palabra, de no resignarse al «*Spread* de bienestar social», mientras se combate el financiero.

Invertir en la educación en los países en vías de desarrollo de África, Asia y América Latina, significa ayudarles a vencer la pobreza y las enfermedades, así como a establecer sistemas de derechos equitativos y respetuosos de la dignidad humana. Es cierto que, para establecer la justicia, no basta con buenos modelos económicos, aunque sean necesarios. La justicia solamente se realiza si hay personas justas. Construir la paz significa, por consiguiente, educar a los individuos a combatir la corrupción, la criminalidad, la producción y el tráfico de drogas, así como a evitar divisiones y tensiones, que amenazan con debilitar la sociedad, obstaculizando el desarrollo y la convivencia pacífica.

Continuando nuestra conversación, quisiera añadir que la paz social está amenazada también por ciertos atentados contra la libertad religiosa: en ocasiones se trata de la marginación de la religión en la vida social; en otros casos, de intolerancia o incluso de violencia contra personas, símbolos de identidad e instituciones religiosas. Se llega también al extremo de impedir a los creyentes, especialmente a los cristianos, contribuir al bien común a través de sus instituciones educativas y asistenciales. Para salvaguardar efectivamente el ejercicio de la libertad religiosa es esencial además respetar el derecho a la objeción de conciencia. Esta «frontera» de la libertad toca principios de gran importancia, de carácter ético y religioso, enraizados en la dignidad misma de la persona humana. Son como «los muros de carga» de toda sociedad que desea ser verdaderamente libre y democrática. Por consiguiente, prohibir, en nombre de la libertad y el pluralismo, la objeción de conciencia individual e institucional, abriría por el contrario las puertas a la intolerancia y a la nivelación forzada.

Por otra parte, en un mundo de fronteras cada vez más abiertas, construir la paz a través del diálogo no es una opción sino una necesidad. En esta perspectiva, la Declaración conjunta entre el Presidente de la Conferencia episcopal polaca y el Patriarca de Moscú, firmada en el pasado mes de agosto, es un signo fuerte ofrecido por los creyentes para favorecer las relaciones entre el Pueblo ruso y el polaco. Deseo igualmente mencionar el acuerdo de paz concluido recientemente en Filipinas y subrayar la importancia del diálogo entre las religiones para una convivencia pacífica en la región de Mindanao.

Excelencias, Señoras y Señores.

Al final de la Encíclica *Pacem in terris*, cuyo cincuentenario se celebra este año, mi Predecesor, el beato Juan XXIII, recordó que la paz será solamente «palabra vacía», si no está vivificada e integrada por la caridad (AAS 55 [1963], 303). Así, éste es el corazón de la acción diplomática de la Santa Sede y, ante todo, de la solicitud del Sucesor de Pedro y de toda la Iglesia católica. La caridad no sustituye a la justicia negada, ni por otra parte, la justicia suple a la caridad rechazada. La Iglesia vive cotidianamente la caridad en sus obras de asistencia, como los hospitales y dispensarios, en sus obras educativas, como los orfanatos, escuelas, colegios, universidades, así como a través de la asistencia a las poblaciones en dificultad, especialmente durante y después de los conflictos. En nombre de la caridad, la Iglesia quiere también estar cerca de todos los que sufren a causa de las catástrofes naturales. Pienso en las víctimas de las inundaciones en el sur de Asia y del huracán que se abatió sobre la costa oriental de los Estados Unidos de América. Pienso también a los que han sufrido un fuerte temblor de tierra, que devastó algunas regiones de Italia septentrional. Como sabéis, he querido acercarme personalmente a estos lugares, donde he constatado el deseo ardiente con el que se quiere reconstruir lo que se ha destruido. Deseo que, en este momento de su historia, este espíritu de tenacidad y de compromiso compartido anime a toda la amada nación italiana.

Al concluir nuestro encuentro, deseo recordar que el siervo de Dios, Papa Pablo VI, al final del Concilio Vaticano II, que comenzó hace cincuenta años, dirigió algunos mensajes que son todavía actuales, uno de los cuales destinado a todos los gobernantes. Les exhortaba en estos términos: «A vosotros corresponde ser sobre la tierra los promotores del orden y de la paz entre los hombres. Pero no lo olvidéis: es Dios (...) el gran artesano del orden y la paz sobre la tierra» (*Mensaje a los gobernantes*, 8 diciembre 1965, n. 3). Hoy, hago mías estas consideraciones al formularos, Señoras y Señores Embajadores y Miembros distinguidos del Cuerpo Diplomático, a vuestros familiares y colaboradores, mis más fervientes votos para el año nuevo. Gracias.

[00024-04.02] [Texto original: Francés]

• TRADUZIONE IN LINGUA PORTOGHESE

Excelências,
Senhoras e Senhores,

Tenho o gosto de vos receber, ilustres Membros do Corpo Diplomático acreditado junto da Santa Sé, para vos dirigir a minha saudação pessoal e venturosa, como é habitual no início de cada novo ano; saudação essa que, de bom grado, estendo às dilectas nações que representais e às quais asseguro a recordação constante na minha oração. Estou particularmente grato ao Decano, Embaixador Alejandro Valladares Lanza, e ao Vice-Decano, Embaixador Jean-Claude Michel, pelas palavras deferentes que me dirigiram em nome de todos vós. Uma saudação especial desejo fazer àqueles que participam pela primeira vez neste encontro; a vossa presença constitui um sinal expressivo e tangível das relações frutuosas que a Igreja Católica mantém, em todo o mundo, com as autoridades civis. Trata-se de um diálogo que tem a peito o bem integral, espiritual e material, de cada homem e visa promover a sua dignidade transcendente por toda a parte. Como recordei na Alocução do último Consistório Ordinário Público para a criação de novos Cardeais, «desde o seu início, a Igreja está orientada *kat'holon*, isto é, abraça todo o universo» e, conseqüentemente, cada povo, cada cultura e tradição. Tal «orientação» não constitui uma ingerência na vida das diversas sociedades, mas serve para iluminar a recta consciência dos seus cidadãos e convidá-los a trabalhar pelo bem de cada pessoa e o progresso do género humano. Foi nesta perspectiva – para fomentar uma profícua cooperação entre a Igreja e o Estado ao serviço do bem comum – que, no ano passado, a Santa Sé assinou Acordos bilaterais com o Burundi e a Guiné Equatorial, e ratificou o Acordo com o Montenegro; e, com o mesmo espírito, participa nos trabalhos de várias Organizações e Entidades internacionais. A este respeito, fiquei contente por ter sido acolhido, em Dezembro passado, o seu pedido para se tornar Observador Extra-Regional no Sistema de Integração da América Central, nomeadamente pela contribuição que a Igreja Católica oferece em vários sectores dos Estados da região. As visitas de diversos Chefes de Estado e de Governo, que recebi ao longo do ano passado, bem como as inesquecíveis viagens apostólicas que realizei ao México, a Cuba e ao Líbano foram ocasiões privilegiadas para reafirmar o empenhamento cívico dos cristãos daqueles países e também para promover a dignidade da pessoa humana e os fundamentos da paz.

Neste lugar, apraz-me ainda mencionar o valioso trabalho realizado pelos Representantes Pontifícios em diálogo constante com os vossos Governos. Em particular, desejo recordar a estima de que gozava o Núncio Apostólico na Costa do Marfim, D. Ambrose Madtha, que tragicamente morreu um mês atrás num acidente de carro, juntamente com o motorista que o acompanhava.

Senhoras e Senhores Embaixadores,

O Evangelho de Lucas narra que, na noite de Natal, os pastores ouvem os coros angélicos que glorificam a Deus e proclamam a paz para a humanidade. O evangelista sublinha, assim, a estreita relação entre Deus e o anseio profundo que sempre tem o homem de conhecer a verdade, praticar a justiça e viver na paz [cf. João XXIII, *Pacem in terris*: AAS 55 (1963), 257]. Hoje, por vezes, é-se levado a pensar que a verdade, a justiça e a paz sejam utopias que se auto-excluem. Conhecer a verdade parece ser impossível e os esforços para a afirmar são apresentados, muitas vezes, como desembocando na violência. Por outro lado, de acordo com uma generalizada concepção, o compromisso pela paz reduz-se a fazer cedências que garantam a convivência entre os povos ou então entre os cidadãos da mesma nação. Diversamente, na perspectiva cristã, há uma ligação íntima entre a glorificação de Deus e a paz dos homens na terra, de tal modo que a paz não resulta meramente de um esforço humano, mas deriva do próprio amor de Deus. O que gera a violência não é a glorificação de Deus, mas o seu esquecimento. De facto, como se pode efectuar um autêntico diálogo, quando deixa de haver por referência uma verdade objectiva e transcendente? Em tal caso, como se pode evitar que a violência, aberta ou disfarçada, se torne a derradeira norma das relações humanas? Na realidade, sem uma abertura ao transcendente, o homem cai como presa fácil do relativismo e, consequentemente, torna-se-lhe difícil agir de acordo com a justiça e comprometer-se pela paz.

Às manifestações contemporâneas do esquecimento de Deus, podem-se associar as manifestações devidas à ignorância do seu verdadeiro rosto, que é a causa de um pernicioso fanatismo de matriz religiosa, que ceifou vítimas em alguns dos países aqui representados também no ano de 2012. Como já tive ocasião de dizer, trata-se duma falsificação da própria religião, uma vez que esta visa reconciliar o homem com Deus, iluminar e purificar as consciências e tornar claro que cada homem é imagem do Criador. Ora, se a glorificação de Deus e a paz na terra estão intimamente ligadas entre si, é evidente que a paz constitui, ao mesmo tempo, dom de Deus e tarefa do homem, porque exige a sua resposta livre e consciente.

Por esta razão, quis dar como título à Mensagem anual para o Dia Mundial da Paz: *Bem-aventurados os obreiros da paz*. A grave responsabilidade de trabalhar pela paz incumbe primariamente sobre as autoridades civis e políticas; são elas as primeiras chamadas a resolver os numerosos conflitos que continuam a ensanguentar a humanidade, a começar por aquela região privilegiada no plano de Deus que é o Médio Oriente. Penso, antes de mais nada, na Síria, dilacerada por contínuos massacres e palco de imensos sofrimentos para a população civil. Renovo o meu apelo para que se deponham as armas e possa, o mais rápido possível, prevalecer um diálogo construtivo para acabar com um conflito que, se perdurar, não conhecerá vencedores mas apenas derrotados, deixando em campo atrás de si apenas ruínas. Permiti-me solicitar-vos, Senhoras e Senhores Embaixadores, que continueis a sensibilizar as respectivas autoridades para que sejam fornecidas, urgentemente, as ajudas indispensáveis para fazer face à grave situação humanitária. Acompanho com viva atenção também a Terra Santa. Na sequência do reconhecimento da Palestina como Estado Observador não-Membro das Nações Unidas, renovo os meus votos de que israelitas e palestinianos, com o apoio da comunidade internacional, se empenhem por chegar a uma convivência pacífica no contexto de dois Estados soberanos, onde o respeito pela justiça e as legítimas aspirações de ambos os povos seja tutelado e garantido. Jerusalém, torna-te aquilo que o teu nome significa: cidade da paz e não da divisão, profecia do Reino de Deus e não mensagem de instabilidade e conflito!

Depois o meu pensamento detém-se na amada população do Iraque, para lhe desejar que percorra o caminho da reconciliação a fim de chegar à ansiada estabilidade.

Quanto ao Líbano, cujas diversas realidades constituintes pude encontrar no passado mês de Setembro, oxalá a pluralidade das suas tradições religiosas seja uma verdadeira riqueza tanto para o país como para toda a Região, e os cristãos ofereçam um testemunho eficaz para a construção dum futuro de paz com todos os

homens de boa vontade.

Também no Norte de África é prioritária a cooperação de todos os componentes da sociedade, devendo ser garantida a cada um deles a plena cidadania, a liberdade de professar publicamente a sua religião e a possibilidade de contribuir para o bem comum. Desejo assegurar a todos os egípcios a minha proximidade e a minha oração neste período em que se formam novas instituições.

Estendendo depois o olhar para a África subsaariana, encorajo os esforços para construir a paz, sobretudo nos lugares onde permanecem abertas as feridas das guerras e onde pesam graves consequências humanitárias. Penso de modo particular na região do Corno de África, bem como no leste da República Democrática do Congo, onde recrudesceram as violências, forçando muitas pessoas a abandonar as suas casas, as próprias famílias e ambientes de vida. Ao mesmo tempo, não posso ignorar as outras ameaças que se desenham no horizonte. Com intervalos regulares, a Nigéria vê-se palco de atentados terroristas que ceifam vítimas, sobretudo entre os fiéis cristãos reunidos em oração, como se o ódio quisesse transformar templos de oração e de paz em centros de pavor e dissensão. Senti uma grande tristeza quando soube que, no próprio dia em que celebramos o Natal, foram barbaramente assassinadas dezenas de cristãos. Também o Mali se vê dilacerado pela violência e sofre uma profunda crise institucional e social, que deve merecer um eficaz empenho da comunidade internacional. E, passando à República Centro-Africana, espero que as conversações anunciadas para os próximos dias tragam a estabilidade e poupem à população reviver as tribulações da guerra civil.

A construção da paz passa, sem cessar, pela tutela do homem e dos seus direitos fundamentais. Embora com modalidades e graus diversos, esta tarefa interpela todos os países e deve ser constantemente inspirada pela dignidade transcendente da pessoa humana e pelos princípios inscritos na sua natureza. Entre estes, ocupa o primeiro plano o respeito pela vida humana, em todas as suas fases. Por isso, me alegrei com a Resolução da Assembleia Parlamentar do Conselho da Europa que, em Janeiro do ano passado, pediu a proibição da eutanásia, entendida como a morte voluntária, por acção ou omissão, de um ser humano em condições de dependência. Ao mesmo tempo, vi com tristeza que em vários países, mesmo de tradição cristã, se procurou introduzir ou ampliar legislações que despenalizam o aborto. O aborto directo, ou seja, querido como fim ou como meio, é gravemente contrário à lei moral. Ao dizer isto, a Igreja Católica não pretende faltar de compreensão e benevolência nomeadamente para com a mãe; trata-se, antes, de velar para que a lei não chegue a alterar, injustamente, o equilíbrio entre o igual direito à vida que possuem tanto a mãe como o filho nascituro. Neste domínio, é igualmente fonte de preocupação a sentença recente da Corte Interamericana dos Direitos do Homem relativa à fecundação *in vitro*, que redefine arbitrariamente o momento da concepção e debilita a defesa da vida pré-natal.

Infelizmente circulam, sobretudo no Ocidente, numerosos equívocos sobre o significado dos direitos humanos e seus correlativos deveres. Não é raro o caso de se confundir os direitos com manifestações exacerbadas de autonomia da pessoa, que se torna auto-referencial, deixando de estar aberta ao encontro com Deus e com os outros para se fechar sobre si mesma buscando satisfazer as suas próprias carências; ao passo que a defesa dos direitos, para ser autêntica, deve ao invés considerar o homem na sua integridade pessoal e comunitária.

Continuando a nossa reflexão, vale a pena sublinhar a educação como sendo outro caminho privilegiado para a construção da paz. Assim no-lo ensina, para além do mais, a crise económica e financeira actual. Esta desenvolveu-se porque, com muita frequência, foi absolutizado o lucro em detrimento do trabalho, e se aventuraram desenfreadamente pelos trilhos da economia financeira em vez da real. Por isso, é necessário recuperar o sentido do trabalho e de um lucro que lhe seja proporcionado. Com esta finalidade, há que educar para resistir à tentação dos interesses particulares e a curto prazo, orientando-se antes na direcção do bem comum. Além disso, é urgente formar os líderes que hão-de guiar, no futuro, as instituições públicas nacionais e internacionais [cf. *Mensagem para o XLVI Dia Mundial da Paz* (8 de Dezembro de 2012), 6]. A própria União Europeia precisa de Representantes clarividentes e qualificados para realizar as opções difíceis que são necessárias a fim de sanar a sua economia e colocar bases sólidas para o seu progresso. Sozinhos, alguns países talvez caminhassem mais rápido; mas, juntos, todos chegarão certamente mais longe! Se é uma preocupação o índice diferencial entre as taxas financeiras, deveriam suscitar indignação as crescentes diferenças entre poucos, cada vez mais ricos, e muitos, irremediavelmente pobres. Em suma, trata-se de não se resignar com a «contracção do bem-estar social», enquanto se combate a contracção financeira.

Investir em educação nos países em vias de desenvolvimento da África, Ásia e América Latina significa ajudá-los a vencer a pobreza e as doenças, bem como a realizar sistemas legais equitativos e respeitadores da dignidade humana. É claro que, para implementar a justiça, não bastam bons modelos económicos, embora sejam necessários. A justiça só se realiza, se houver pessoas justas! Por isso, construir a paz significa educar os indivíduos para combaterem a corrupção, a criminalidade, a produção e o tráfico da droga, bem como para evitar divisões e tensões, que põem em risco o tecido da sociedade, dificultando o seu desenvolvimento e a convivência pacífica.

Hoje gostava ainda de lhes dizer que a paz social é posta em perigo também por alguns atentados à liberdade religiosa: trata-se, umas vezes, de marginalização da religião na vida social, outras, de intolerância ou mesmo de violência contra pessoas, símbolos identificadores e instituições religiosas. Acontece também que os crentes – e os cristãos em particular – se vejam impedidos de contribuir para o bem comum com as suas instituições educativas e de assistência social. Além disso, para salvaguardar efectivamente o exercício da liberdade religiosa, é essencial respeitar o direito à objecção de consciência. Esta «fronteira» da liberdade toca princípios de grande importância, de carácter ético e religioso, radicados na própria dignidade da pessoa humana. Tais princípios constituem, de certo modo, as «paredes mestras» de qualquer sociedade que queira ser verdadeiramente livre e democrática. Por isso, proibir a objecção de consciência individual e institucional, em nome da liberdade e do pluralismo, abriria, ao invés e paradoxalmente, as portas precisamente à intolerância e ao nivelamento forçado.

Além disso, num mundo de fronteiras cada vez mais abertas, construir a paz através do diálogo não é uma opção, mas uma necessidade! Nesta perspectiva, a Declaração conjunta entre o Presidente da Conferência Episcopal Polaca e o Patriarca de Moscovo, assinada no passado mês de Agosto, é um sinal forte dado pelos crentes para favorecer as relações entre o povo russo e o povo polaco. De igual modo, desejo mencionar o acordo de paz recentemente alcançado nas Filipinas e, de modo particular, sublinhar o papel do diálogo entre as religiões para uma convivência pacífica na região de Mindanau.

Excelências, Senhoras e Senhores,

No final da Encíclica *Pacem in terris*, cujo cinquentenário tem lugar este ano, o meu predecessor Beato João XXIII recordava que a paz é «uma palavra vazia de sentido», se não for vivificada e integrada pela caridade [AAS 55 (1963), 303]. Por isso, a caridade está no âmago da acção diplomática da Santa Sé e, antes ainda, da solicitude do Sucessor de Pedro e de toda a Igreja Católica. A caridade não substitui a justiça negada, mas também a justiça não supre a caridade recusada. A Igreja pratica diariamente a caridade através das suas obras de assistência social, como hospitais e dispensários, e das suas obras educativas, como orfanatos, escolas, colégios, universidades, e também com a assistência prestada às populações em dificuldade, nomeadamente durante e depois dos conflitos. Em nome da caridade, a Igreja quer estar junto também de quantos sofrem por causa das calamidades naturais. Penso nas vítimas das inundações no Sudeste Asiático e do furacão que atingiu a costa leste dos Estados Unidos da América. Penso também naqueles que sofreram com o forte terramoto que devastou algumas regiões do norte da Itália. Como sabeis, quis visitar pessoalmente aqueles lugares, onde pude constatar o desejo ardente e o empenho de reconstruir o que ficou destruído. Espero que, neste momento da sua história, tal espírito de tenacidade e empenho compartilhado anime toda a dilecta nação italiana.

Quero, ao concluir este nosso encontro, recordar que, no final do Concílio Vaticano II – inaugurado precisamente há cinquenta anos – o Venerável Papa Paulo VI dirigiu algumas Mensagens que continuam de grande actualidade, sendo uma delas destinada a todos os governantes. Exorta-os nestes termos: «É a vós que pertence ser na terra os promotores da ordem e da paz entre os homens. Mas não esqueçais: é Deus (...) o grande artífice da ordem e da paz na terra» [*Mensagem aos Governantes* (8 de Dezembro de 1965), 3]. Hoje faço minhas estas considerações, ao formular a vós, Senhoras e Senhores Embaixadores e ilustres Membros do Corpo Diplomático, às vossas famílias e vossos colaboradores, os meus votos mais calorosos para este novo Ano. Obrigada!

• TRADUZIONE IN LINGUA POLACCA

Ekszelencje,
Panie i Panowie!

Jak zawsze na początku każdego nowego roku, z radością witam Państwa, szanowni Członkowie korpusu dyplomatycznego akredytowanego przy Stolicy Apostolskiej i chcę skierować do was moje osobiste pozdrowienia i życzenia. Chętnie nimi obejmuję drogie narody, które reprezentujecie, zapewniając o mojej stałej pamięci i o mej modlitwie. Jestem szczególnie wdzięczny dziekanowi, ambasadorowi Alejandro Valladaresowi Lanzy oraz wicedziekanowi, ambasadorowi Jean-Claude Michelowi za skierowane do mnie w waszym imieniu słowa pełne szacunku. W sposób szczególny pragnę z kolei pozdrowić tych, którzy po raz pierwszy biorą udział w tym spotkaniu. Wasza obecność jest wymownym i cennym znakiem owocnych relacji, jakie Kościół katolicki utrzymuje w całym świecie z władzami cywilnymi. Chodzi o dialog, który troszczy się o integralne, duchowe i materialne dobro każdego człowieka i dąży do wspierania wszędzie jego transcendentnej godności. Jak powiedziałem w moim przemówieniu na ostatnim publicznym konsystorzu zwyczajnym dla kreowania nowych kardynałów, „Kościół, od samego swego początku ukierunkowany jest na *kat'holon*, obejmuje cały wszechświat”, a wraz z nim każdy lud, kulturę i tradycję. Ukierunkowanie to nie stanowi ingerencji w życie różnych społeczeństw, lecz służy raczej oświeceniu prawych sumień ich obywateli i zachęceniu ich do pracy na rzecz dobra każdej osoby i rozwoju rodzaju ludzkiego. W tej właśnie perspektywie oraz aby sprzyjać owocnej współpracy między Kościołem a państwem w służbie dobra wspólnego, w minionym roku podpisano dwustronne umowy między Stolicą Apostolską a Burundi oraz Gwineą Równikową, jak również ratyfikowano umowę z Czarnogórą. W tym samym duchu Stolica Apostolska uczestniczy w pracach różnych organizacji i instytucji międzynarodowych. W związku z tym cieszę się, że w grudniu ubiegłego roku przyjęty został jej wniosek, by stała się pozaregionalnym obserwatorem Systemu Integracji Środkowoamerykańskiej, także ze względu na wkład, jaki Kościół katolicki wnosi w wiele dziedzin życia społecznego tego regionu. Wizyty poszczególnych szefów państw i rządów, które przyjąłem w minionym roku, a także niezapomniane podróże apostolskie do Meksyku, na Kubę i do Libanu były szczególnymi okazjami, by umocnić zaangażowanie obywatelskie chrześcijan tych krajów, a także aby promować godność osoby ludzkiej i podstawy pokoju.

Miło mi w tym miejscu wspomnieć również o cennej pracy wykonywanej przez przedstawicieli papieskich w nieustannym dialogu z waszymi rządami. Chciałbym szczególnie przypomnieć szacunek, jakim cieszył się abp Ambrose Madtha, nuncjusz apostolski w Republice Wybrzeża Kości Słoniowej, który przed miesiącem zginął tragicznie w wypadku drogowym, wraz z towarzyszącym mu kierowcą.

Panie i Panowie Ambasadorowie!

Ewangelia Łukasza opowiada, że w noc Bożego Narodzenia pasterze usłyszeli chóry aniołów, którzy wychwalali Boga i prosili o pokój dla ludzkości. Ewangelista podkreśla w ten sposób ścisły związek między Bogiem a żarliwym pragnieniem poznania prawdy, pełnienia sprawiedliwości i życia w pokoju, jakie żywi człowiek każdej epoki (por. bł. Jan XXIII, „*Pacem in terris*”: AAS 55 (1963), 257). Dzisiaj jesteśmy niekiedy skłonni myśleć, że prawda, sprawiedliwość i pokój są utopią i że nawzajem się wykluczają. Niemożliwe wydaje się poznanie prawdy, a wysiłki, aby ją potwierdzić zdają się często prowadzić do przemocy. Z drugiej strony, zgodnie z powszechną obecnie koncepcją, zaangażowanie na rzecz pokoju polega jedynie na poszukiwaniu kompromisów, które zapewniłyby współistnienie między narodami lub między obywatelami w obrębie danego kraju. Natomiast w perspektywie chrześcijańskiej istnieje ścisły związek między wielbieniem Boga a pokojem między ludźmi na ziemi. Dlatego pokój nie pochodzi jedynie z ludzkiego wysiłku, lecz wypływa z miłości samego Boga. I to właśnie zapominanie o Bogu, a nie Jego uwielbienie, rodzi przemoc. Kiedy bowiem zaniecha się odwołania do prawdy obiektywnej i transcendentnej, jak można prowadzić autentyczny dialog? Jak można w tym przypadku uniknąć, aby przemoc, jawna lub ukryta, nie stała się ostateczną normą relacji międzyludzkich? W rzeczywistości bez otwarcia na transcendencję człowiek łatwo pada łupem relatywizmu, a następnie trudno mu działać w zgodzie ze sprawiedliwością i zaangażować się na rzecz pokoju.

Z przejawami zapomnienia o Bogu możemy powiązać te, które wynikają z nieznajomości Jego prawdziwego oblicza, będącej przyczyną szkodliwego fanatyzmu na tle religijnym, który również w roku 2012 przyniósł ofiary w niektórych reprezentowanych tutaj krajach. Jak już powiedziałem, chodzi tu o zafalszowanie samej religii,

podczas gdy dąży ona do pojednania człowieka z Bogiem, do oświecenia i oczyszczenia sumień oraz do wyraźnego ukazania, że każdy człowiek jest obrazem Stwórcy. Tak więc jeśli uwielbienie Boga i pokój na ziemi są ściśle ze sobą powiązane, to wydaje się oczywiste, że pokój jest zarówno darem Boga jak i zadaniem człowieka, gdyż wymaga jego swobodnej i świadomej odpowiedzi.

Z tego względu zechciałem dorocznemu Orędziu na Światowy Dzień Pokoju nadać tytuł: „Błogosławieni pokój czyniący”. To przede wszystkim na władzach cywilnych i politycznych spoczywa poważna odpowiedzialność, by działać na rzecz pokoju. One jako pierwsze są wezwane do rozwiązywania licznych konfliktów, które wciąż wykrwawiają ludzkość, poczynawszy od tego regionu uprzywilejowanego w planie Boga, jakim jest Bliski Wschód. Myślę przede wszystkim o Syrii, rozdieranej przez nieustanne masakry i będącej areną straszliwych cierpień ludności cywilnej. Ponawiam swój apel o złożenie broni i o to, aby jak najszybciej przeważał konstruktywny dialog kładący kres konfliktowi, w którym nie będzie zwycięzców, a jedynie zwyciężeni, jeśli wciąż będzie trwał pozostawiając za sobą jedynie ruiny. Pozwólcie Panie i Panowie Ambasadorzy, że zwrócę się do Was z prośbą, byście nie przestawali uwrażliwiać wasze Władze, aby jak najszybciej była dostarczona niezbędna pomoc w celu opanowania poważnej sytuacji humanitarnej. Z baczną uwagą spoglądam następnie ku Ziemi Świętej. W ślad za uznaniem Palestyny za nieczłonkowskie państwo-observatora Organizacji Narodów Zjednoczonych ponawiam życzenie, aby przy wsparciu wspólnoty międzynarodowej Izraelczycy i Palestyńczycy, w ramach dwóch suwerennych państw, podjęli pokojowe współistnienie, w którym będzie chronione i zapewnione poszanowanie sprawiedliwości i uzasadnionych dążeń obojga narodów. Jerozolimo, stań się tym, co oznacza twoje imię! Miastem pokoju, a nie podziału; prorocstwem królestwa Bożego, a nie przesłaniem niestabilności i niezgody!

Zwracając następnie swą myśl ku drogim mieszkańcom Iraku, życzę, aby podążali oni drogą pojednania, aby osiągnąć upragnioną stabilność.

Libanowi – gdzie we wrześniu ubiegłego roku poznałem różne tworzące go wspólnoty – życzę, aby wszyscy dbali o wielość tradycji religijnych jako prawdziwe bogactwo dla kraju, a także dla całego regionu, oraz aby chrześcijanie dawali skuteczne świadectwo na rzecz budowy pokojowej przyszłości ze wszystkimi ludźmi dobrej woli!

Również w Afryce Północnej priorytetem jest współpraca wszystkich elementów składowych społeczeństwa. Każdemu z nich musi być zagwarantowane pełne prawo obywatelstwa, swoboda publicznego wyznawania swojej religii i możliwość wnoszenia wkładu do dobra wspólnego. Zapewniam wszystkich Egipcjan o mojej bliskości i modlitwie, w tym okresie, kiedy zaczynają działać nowe instytucje.

Zwracając spojrzenie ku Afryce subsaharyjskiej, zachęcam do podejmowania wysiłków na rzecz budowania pokoju, zwłaszcza tam, gdzie nadal są otwarte rany wojen i gdzie ciążyą poważne konsekwencje humanitarne. Myślę szczególnie o regionie Wschodniego Rogu Afryki, jak również wschodniej części Demokratycznej Republiki Konga, gdzie na nowo ożyła przemoc, zmuszając wiele osób do porzucenia swych domów, rodzin i środowiska życia. Jednocześnie nie mogę pominąć milczeniem innych zagrożeń pojawiających się na horyzoncie. W regularnych odstępach czasu Nigeria staje się areną zamachów terrorystycznych, pociągających za sobą ofiary, zwłaszcza wśród chrześcijan zgromadzonych na modlitwie, jak gdyby nienawiść chciała przekształcić świątynię modlitwy i pokoju w tyle ośrodków strachu i podziału. Odczułem wielki smutek dowiedziawszy się, że właśnie w dniach, kiedy świętujemy Boże Narodzenie, w barbarzyński sposób zostali zamordowani chrześcijanie. Również Mali jest rozdierane przez przemoc i naznaczone głębokim kryzysem instytucjonalnym i społecznym, który powinien wzbudzić skuteczną uwagę wspólnoty międzynarodowej. Republice Środkowej Afryki życzę, aby rozmowy zapowiedziane na nadchodzące dni przyniosły stabilność i uchroniły ludność przed przeżywaniem okropności wojny domowej.

Pokój buduje się wciąż na nowo przez ochronę człowieka i jego praw podstawowych. Zadanie to, nawet jeśli jest prowadzone na różne sposoby i z różną intensywnością, stanowi wyzwanie dla wszystkich krajów i nieustannie musi być inspirowane transcendentną godnością osoby ludzkiej i zasadami wpisanymi w jej naturę. Na pierwszym miejscu wśród nich znajduje się poszanowanie życia ludzkiego na wszystkich jego etapach. W tym kontekście cieszę się, że w styczniu ubiegłego roku rezolucja Zgromadzenia Parlamentarnego Rady Europy

wezwała do zakazu eutanazji, rozumianej jako umyślne uśmiercenie – poprzez działanie lub zaniechanie działania – istoty ludzkiej, której życie zależy od innych. Jednocześnie zauważam ze smutkiem, że w różnych krajach, nawet o tradycji chrześcijańskiej, podjęto działania na rzecz wprowadzenia lub poszerzenia ustawodawstwa depenalizującego i liberalizującego aborcję. Bezpośrednia aborcja, to znaczy chciana jako cel czy też jako środek, jest głęboko sprzeczna z prawem moralnym. Stwierdzając to Kościół katolicki nie okazuje braku zrozumienia i życzliwości, także wobec matki. Chodzi raczej o czuwanie, aby nie doszło do niesprawiedliwego naruszenia przez prawo równowagi między prawem do życia matki i mającego urodzić się dziecka, gdyż przysługuje ono w równy sposób obojgu. W tym względzie źródłem niepokoju jest również niedawne orzeczenie Międzyamerykańskiego Trybunału Praw Człowieka dotyczące zapłodnienia in vitro, które w sposób arbitralny przeddefiniowuje moment poczęcia i osłabia obronę życia przed narodzeniem.

Niestety, zwłaszcza na Zachodzie, istnieje wiele dwuznaczności, co do znaczenia praw człowieka i powiązanych z nimi obowiązków. Często myli się prawa z przesadnymi przejawami autonomii osoby, która staje się odniesieniem dla samej siebie i nie jest już otwarta na spotkanie z Bogiem oraz z innymi ludźmi, zamykając się w sobie samej i dążąc jedynie do zaspokojenia własnych potrzeb. Tymczasem autentyczna obrona praw musi postrzegać człowieka w jego integralności osobowej i wspólnotowej.

Kontynuując naszą refleksję, warto zauważyć, że kolejnym uprzywilejowanym sposobem budowania pokoju jest edukacja. Uczy nas tego między innymi obecny kryzys gospodarczy i finansowy. Rozwinął się on, ponieważ nazbyt często zysk był stawiany na pierwszym miejscu, kosztem pracy, a gospodarka finansowa zaczęła zmierzać bez umiaru w stronę rozwoju sektora finansowego, a nie realnego. Trzeba więc ponownie odnaleźć sens pracy i proporcjonalnego do niej zysku. Dobrze jest w tym celu uczyć nieulegania pokusom osiągnięcia korzyści prywatnych i krótkoterminowych, aby zmierzać raczej ku dobru wspólnemu. Istnieje ponadto pilna potrzeba formowania przywódców, którzy w przyszłości pokierują krajowymi i międzynarodowymi instytucjami publicznymi (por. Orędzie na 46 Światowy Dzień Pokoju, 8 grudnia 2012, n. 6). Także Unia Europejska potrzebuje dalekowzrocznych i wykwalifikowanych przedstawicieli, by móc dokonać trudnych wyborów, koniecznych do przywrócenia właściwej kondycji gospodarki i położenia solidnych fundamentów jej dalszego rozwoju. Być może w pojedynkę niektóre kraje mogą szybciej ruszyć naprzód, ale wspólnie z pewnością wszyscy zajdą dalej! O ile zróżnicowanie pomiędzy poszczególnymi wskaźnikami finansowymi może niepokoić, o tyle rosnąca przepaść pomiędzy nieliczną grupą stale bogacących się, a wielką liczbą coraz uboższych, powinna budzić poważne obawy. Jednym słowem, chodzi o to, by nie przyzwalać na zróżnicowanie dobrobytu społecznego, gdy zwalcza się je w dziedzinie finansów.

Inwestowanie w edukację w krajach rozwijających się Afryki, Azji i Ameryki Łacińskiej oznacza pomaganie im w przezwyciężaniu ubóstwa i chorób, a także we wprowadzaniu systemów prawa sprawiedliwego i szanującego ludzką godność. Oczywiście do zaprowadzania sprawiedliwości nie wystarczają dobre modele gospodarcze, choć są one potrzebne. Sprawiedliwość jest urzeczywistniana tylko wówczas, gdy istnieją sprawiedliwi ludzie! Budowanie pokoju oznacza zatem wychowywanie jednostek do zwalczania korupcji, przestępczości, produkcji i handlu narkotykami, a także wystrzegania się podziałów i napięć, które grożą wyczerpaniem społeczeństwa, krępując jego rozwój i pokojowe współistnienie.

Kontynuując nasze dzisiejsze spotkanie chciałbym dodać, że pokój społeczny jest także zagrożony przez pewne zamachy na wolność religijną: niekiedy chodzi o marginalizowanie religii w życiu społecznym; w innych przypadkach o nietolerancję lub nawet przemoc wobec osób, symboli tożsamości i instytucji religijnych. Zdarza się również, że uniemożliwia się wierzącym – zwłaszcza chrześcijanom – wnoszenie wkładu w dobro wspólne za pośrednictwem ich instytucji edukacyjnych i opiekuńczych. Aby skutecznie zapewnić korzystanie z wolności religijnej, trzeba też szanować prawo do sprzeciwu sumienia. Owa „granica” wolności dotyczy bardzo ważnych zasad o charakterze etycznym i religijnym, zakorzenionych w samej godności osoby ludzkiej. Są one jakby „ścianami nośnymi” wszystkich społeczeństw, które pragną być prawdziwie wolne i demokratyczne. Dlatego zakaz indywidualnego lub instytucjonalnego sprzeciwu sumienia, w imię wolności i pluralizmu, paradoksalnie i przeciwnie prowadziłby do nietolerancji i przymusowej niwelacji.

Ponadto w świecie, w którym jest coraz mniej ograniczeń, budowanie pokoju przez dialog nie jest wyborem, lecz koniecznością! W tej perspektywie podpisane w sierpniu ubiegłego roku przez przewodniczącego Konferencji Episkopatu Polski i Patriarchę Moskiewskiego Wspólne Przesłanie do Narodów Polski i Rosji jest mocnym

znakiem danym przez wierzących na rzecz wspierania relacji między narodami rosyjskim i polskim. Pragnę również wspomnieć o niedawno zawartym porozumieniu pokojowym na Filipinach i podkreślić rolę dialogu między religiami dla pokojowego współistnienia w regionie Mindanao.

Ekscelencje, Panie i Panowie!

Na zakończenie encykliki „Pacem in terris”, której pięćdziesiątą rocznicę będziemy obchodzić w bieżącym roku, mój poprzednik, bł. Jan XXIII przypominał, że „pokój jest pustym słowem”, jeśli nie jest ożywiany i połączony z miłosierdziem (AAS 55 (1963), 303). Tak więc jest ono w centrum działań dyplomatycznych Stolicy Apostolskiej, a przede wszystkim troski Następcy Piotra i całego Kościoła katolickiego. Miłosierdziem nie można zastąpić zanegowania sprawiedliwości, ale z drugiej strony sprawiedliwość nie uzupełnia odrzucenia miłosierdzia. Kościół codziennie praktykuje miłosierdzie w swoich dziełach pomocy, w tym w szpitalach i ambulatoriach, w swoich dziełach edukacyjnych, w tym w sierocińcach, szkołach, kolegiach, uniwersytetach, a także poprzez pomoc udzielaną ludziom znajdującym się w trudnej sytuacji, zwłaszcza podczas konfliktów i po ich zakończeniu. W imię miłosierdzia Kościół chce też być blisko wszystkich ludzi, którzy cierpią z powodu katastrof naturalnych. Myślę o ofiarach powodzi w południowo-wschodniej Azji i huraganu, który nawiedził wschodnie wybrzeże Stanów Zjednoczonych Ameryki. Myślę również o tych, którzy doświadczyli silnego trzęsienia ziemi, jakie zniszczyło niektóre regiony północnych Włoch. Jak Państwo wiecie, udałem się osobiście do tych miejsc, gdzie mogłem dostrzec żarliwe pragnienie odbudowy tego, co zostało zniszczone. Życzę, aby w tym momencie dziejów ów duch wytrwałości i wspólnej działalności ożywiał cały umiłowany naród włoski.

Kończąc nasze spotkanie, chciałbym przypomnieć, że na zakończenie Soboru Watykańskiego II, który rozpoczął się przed pięćdziesięciu laty, sługa Boży, papież Paweł VI skierował kilka orędzi, które są nadal aktualne, w tym jedno skierowane było do wszystkich rządzących. Zachęcał ich w następujących słowach: „Do was należy być na ziemi obrońcami ładu i pokoju między ludźmi. Lecz nie zapominajcie: to Bóg (...) [jest wspaniałym twórcą] ładu i pokoju na świecie” (Orędzie do rządzących, 8 grudnia 1965, n. 3). Dzisiaj powtarzam te słowa, składając wam osobiście, Panie i Panowie ambasadorowie i szanowni członkowie korpusu dyplomatycznego, waszym rodzinom i współpracownikom najserdeczniejsze życzenia na Nowy Rok. Dziękuję!

[00024-09.01] [Testo originale: Francese]

[B0009-XX.03]
